

PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro } FRANCE : 3 fr.
 } ÉTRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.

ÉTRANGER 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE

Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA

SOMMAIRE

L'Agonie du bolchevisme	***
La Géorgie vue par Karl Kautski	
Le fantôme du Pantouranisme	RASSOUL-ZADÉ
Le problème de l'Ukraine et l'Est-Européen	L. G.
L'émigration en Turquie des montagnards du Caucase	KAZI-KHAN
Les intrigues des agents bolcheviks	MILITANT
Le sort de la Confédération transcaucasienne	SUBIK-TEKIN
En Crimée	M.

CHRONIQUE

Azerbaïdjan. — Ukraine. — Caucase du Nord — Géorgie

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
LIBRAIRIE ORIENTALE & AMÉRICAINE, 3, Rue du Sabot, PARIS (6^e)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

L'agonie du Bolchevisme

Ne serait-il pas beaucoup mieux et plus près de la vérité de dire : l'agonie de l'impérialisme russe ?

On nous accuse souvent d'avoir des sentiments hostiles à l'égard de la Russie. Rien n'est plus erroné. Ce n'est pas de notre faute à nous si les survivances psychologiques de la mégalomanie russe se heurtent à notre programme tout imprégné d'esprit d'équité et de solidarité internationale. Supposez un instant que la Russie accepte de bonne grâce l'idée de liberté des peuples et les principes essentiels régissant les rapports entre eux, et vous verrez qu'il n'y a plus d'obstacles pour la consolidation de la paix dans l'Est européen et même dans l'Asie tout entière. Mais non, on ne peut même effleurer cette question devant un « patriote » russe. Tout Russe, à quelques exceptions près, se dresse aussitôt qu'on la soulève, ses yeux fulminent et vous laissent entendre que vous êtes... un traître ! On comprend d'ailleurs cette nervosité : parler de la liberté des peuples dans les milieux politiques russes c'est parler de la corde dans une maison de pendu.

Et combien de peuples ont été « pendus » dans cette maison lugubre, dite l'Empire des tsars ! Là gisait le corps écrasé de l'Ukraine, celui de la Pologne déchiquetée et coupée en trois tronçons ; gisaient encore les corps de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan, de la Circassie et ainsi de suite. Plus l'Empire élargissait ses frontières, plus il reprenait foi dans sa prédilection providentielle et plus il marchait de l'avant, sans se soucier du sort des peuples qui eurent le malheur de se trouver sur son chemin.

En l'espace de moins de trois siècles la petite principauté de Moscovie perça les murailles mouvantes des races, des langues, des religions qui l'entouraient, bousculant les unes, écrasant les autres, contournant les obstacles naturels et pliant à sa domination des peuples souvent beaucoup plus avancés dans la voie de la civilisation. D'un bond elle atteignit les rives lointaines du Pacifique, d'un autre — celles de la Baltique et de la Mer Noire... Qu'apportait-elle aux peuples étouffés et emprisonnés ainsi dans ce vaste édifice aux armatures de fer qui pesait si lourdement sur une sixième partie de la superficie terrestre ? Rien, excepté le knout. Par contre, elle s'appropriait tout : territoires nouveaux, richesses naturelles, énergie productrice du sol et du climat, et matériel humain pour ses interminables guerres. Les valeurs intellectuelles et morales, elle les exterminait jusqu'à leur souvenir, jusqu'aux vestiges des monuments historiques comme si elle avait eu honte de voir sur le sol d'autres peuples le rayonnement d'une civilisation supérieure à la sienne... Cela ne pouvait durer !... L'édifice portait en lui le



mal qui l'effritait, qui le rongait. Il y avait là trop d'illogisme, trop d'absurdité que de vouloir maintenir dans l'obéissance tant de peuples à la conscience aiguë de leur dignité nationale. Le temps travaillait pour eux, la science faisait de remarquables conquêtes, l'espace se rétrécissait et le souffle créateur de la liberté passait à travers les grilles de fer de la prison des peuples... le réveil s'annonçait...

Un sérieux avertissement fut pour la première fois donné lors de la révolution russe de 1905. La Douma d'Empire, échappatoire artificiel pour la pression qui se manifestait à l'intérieur, devint aussitôt un champ de bataille de passions politiques et d'intérêts divergents. Les peuples opprimés réussirent, malgré toutes les restrictions de leurs droits électoraux à y déléguer des représentants qualifiés qui, unanimes dans leur but, dirigèrent leurs assauts réitérés contre la citadelle de l'impérialisme — le pouvoir illimité du tsar. Cela ne veut pas dire que les Russes n'aient pas lutté contre le régime tsariste, mais tandis qu'ils s'efforçaient de donner à la Russie un régime démocratique, tout en maintenant d'ailleurs l'esclavage des peuples asservis, des prisonniers politiques remplissaient les prisons à Varsovie, à Kharkov, à Tiflis, à Bakou, à Vladicaucase, à Tachkent, c'est-à-dire dans tous les centres nationaux des peuples non-Russes. On entendait le grondement lointain de l'orage et les premiers craquements de l'Empire dont les murs jusque là avaient montré des lézardes inquiétantes.

La guerre mondiale vint lui porter le dernier coup : l'Empire s'écroula. Les peuples recouvrèrent leur liberté. Une gravitation spontanée et naturelle se dessina parmi eux, gravitation autour de leurs centres nationaux respectifs. Ainsi se formèrent les Etats indépendants des Pays Baltes, de Pologne, d'Ukraine, du Caucase et du Turkestan. Quel spectacle ! Jamais le monde n'avait été témoin d'un triomphe aussi majestueux de l'idée de liberté des peuples... mais aussi... d'un déchirement aussi tragique des cœurs de tous ceux qui, après avoir atteint l'Océan Glacial, puis l'Océan Pacifique, ne rêvaient plus que de poser le pied sur le bord de l'Océan Indien et de la Méditerranée. Quelle débâcle que tous ces rêves !

Les patriotes russes, hommes souvent éminents, forts d'esprit et de volonté inflexible, se dressèrent aussitôt dans toute la Russie. Si différents qu'ils fussent par leurs sympathies personnelles ou par leurs programmes politiques, ils furent au fond identiques ; tous furent mus par un sentiment profond et commun, par une sorte de révolte de conscience ou plutôt de subconscience, révolte contre le spectacle inouï d'écroulement de l'Empire et des rêves. Les Milioukov, les Lwow, les Kerenski, les Koltchak, les Denikine, les Wrangel et tant d'autres se jetèrent dans la mêlée pour sauver l'unité de l'Empire disloqué, recourant à la parole, à la plume ou à l'épée, n'importe, mais dans le but avant tout de sauver l'unité à tout prix. C'est alors que se dressa la grande figure de Lénine :

« — Vous êtes tous des imbéciles ! leur cria-t-il : ne voyez-vous donc pas que tout le péril vient de l'Occident ? L'ennemi de l'unité de l'Empire russe, c'est tout d'abord l'idée de liberté, l'idée de justice, l'idée de droit. toutes ces inventions ridicules de la bourgeoisie. Ce qu'il faut, c'est endiguer la vague, ne fût-ce qu'au prix de la perte des Pays Baltes et des provinces polonaises. Vous ne connaissez pas le peuple russe qui, avec sa masse de plus de 80 millions d'âmes, pourra toujours facilement submerger les petites nations. Il faut seulement le faire marcher. Pour cela je confisque

tous vos biens et je les jette en pâture à cette masse inculte et affamée... La liberté des peuples ?... Eh bien ! cédon momentanément à ce préjugé bourgeois : je donne à tous les peuples le droit de disposer librement d'eux-mêmes jusques et y compris la séparation complète d'avec l'Etat dont ils font partie, mais à la condition que la liberté des peuples cède le pas à la dictature du prolétariat... Je sais ce qui s'ensuivra. C'est mon socialisme, à moi !... »

On a beaucoup calomnié ce génie déréglé. Lénine n'était pas un fou, pas plus que ne le furent ses terribles partisans qui bravèrent avec un courage sans pareil toutes sortes de dangers, qui affrontèrent héroïquement la mort et qui se sacrifièrent à un idéal dont les contours se perdaient peut-être dans un avenir nébuleux. Mais dans cet avenir, si nébuleux fût-il, l'image de la Russie, avec la sainte ville de Moscou au milieu, n'a jamais cessé de scintiller, ainsi qu'une étoile toute rayonnante. C'est cette étoile qui fascinait les esprits et qui entraînait les cœurs. Jamais, dans aucun pays, le patriotisme n'a pris une forme aussi grandiose et n'a atteint un degré de paroxysme aussi élevé.

On connaît le résultat. Ne le détachons pas du cadre de l'histoire de la Russie ; jetons-y un regard et ayons le courage de dire ce que nous voyons et ce qu'on ne saurait nier sans avoir méconnu la règle élémentaire de bonne foi. Une chose est indéniable : c'est la politique dominatrice et spoliatrice qui traverse toute cette histoire et qui lui donne un caractère d'unité indiscutable. Voilà les grandes étapes de cette évolution :

La politique des tsars se traduit en fait par la conquête et la spoliation des peuples libres et indépendants. C'est la première étape, la plus longue celle-là.

Lénine poursuit la même politique en lui donnant plus de largeur et plus de profondeur. Il envahit l'Ukraine et le Turkestan et met fin à l'existence indépendante des Républiques caucasiennes. Il découvre par surcroît que ce ne sont pas seulement les peuples qui devraient être dépouillés de leurs biens matériels et moraux, mais aussi la classe supérieure de chaque peuple, détentrice par excellence de richesses et de traditions nationales. Cette classe présenterait un champ d'opération non moins fertile. Sa destruction mettrait fin en même temps à tout mouvement d'ordre national... Et la spoliation de la bourgeoisie commence, atroce et barbare. C'est la deuxième étape.

Pour le malheureux Staline le champ d'activité se rétrécit. A défaut de peuples à dépouiller et de bourgeoisie à piller, à l'intérieur de l'Empire, il promène ses yeux avides sur les peuples limitrophes mais n'ose pas encore tenter le coup. Cette heure viendra. En attendant il s'attaque, dans le même but de spoliation, aux paysans... C'est la troisième étape.

Et c'est la fin ! La politique insensée a abouti à sa fin logique — à l'absurdité. Il n'y a plus rien à l'intérieur de l'Empire : tout est nivelé, tout est pillé, tout est réduit à néant, la vie économique aussi bien qu'intellectuelle et morale. C'est la fin !

L'agonie du bolchevisme ? Non. C'est l'agonie de l'impérialisme russe.





La Géorgie vue par Kautski

M. Karl Kautski, célèbre théoricien du socialisme et auteur de tant d'œuvres remarquables, jouit dans le monde entier d'une renommée si justement établie qu'il n'y a point lieu d'insister sur la portée morale et politique de son intervention dans la campagne déchaînée par les Soviets et dirigée contre la Géorgie opprimée et calomniée.

Félicitons seulement notre ami, M. Charachidze, d'avoir orné son beau livre « H. Barbusse, les Soviets et la Géorgie » d'une préface due à la plume de ce vieillard illustre dont l'élévation d'esprit et l'impartialité du jugement ne permettront plus de fausser la vérité devant l'opinion internationale.

Nous en extrayons quelques passages qu'on lira avec un vif intérêt.

I

La Géorgie est un petit pays à la population clairsemée. Grand comme la Belgique et les Pays-Bas réunis, il ne compte pas beaucoup plus de deux millions et demi d'habitants, alors que ces deux royaumes en ont ensemble plus de quatorze millions. Et la Géorgie se trouve très à l'écart des centres autour desquels se déroulent les grands événements mondiaux. Mais cet Etat minuscule a pris pour le colosse russe, avec sa population dépassant 150 millions d'âmes, une grande importance; aussi s'est-il imposé à l'attention de tous ceux que préoccupe le problème russe.

Petit est le pays, d'autant plus frappants ses traits particuliers. Et l'on ne les comprendrait pas si, à côté de sa situation géographique, l'on ne tenait compte de son histoire.

Il se trouve sur l'une des grandes voies de communication qui mènent d'Europe en Asie, de la mer Noire à la mer Caspienne et au-delà, vers le Turkestan et la Perse. Il attire aujourd'hui les conquérants, car il domine la route qui va de l'un des plus importants gisements de pétrole du monde au plus proche grand port de trafic mondial, la route de Bacou à Batoum.

Dans l'antiquité, ses dépôts d'or attirèrent les colons grecs. Le pays fut de bonne heure ouvert à la civilisation grecque et n'en perdit pas le contact. La communauté de civilisation gréco-romaine prit à l'époque de son déclin social la forme du christianisme, lequel finalement se scinda en deux, une branche occidentale, romaine, et une branche orientale, grecque, lorsque l'Empire romain, dans le processus de sa déchéance, s'écroula.

L'église romaine étendit son empire parmi les barbares germaniques et les haussa à un niveau de vie supérieure, d'où ils devaient s'élever jusqu'à la civilisation capitaliste moderne.

L'église grecque, par contre, se démembra en une série d'églises, particulières aux différents Etats qu'elle embrassait; bientôt elle dut se tenir sur la défensive vis-à-vis de l'Islam, issu de l'Arabie, religion qui était la mieux adaptée aux conditions du despotisme oriental. Des conquérants mahométans, des Arabes tout d'abord, des Osmanlis et des Mongols ensuite, pénétrèrent dans l'Europe Orientale jusqu'à Vienne, s'emparèrent de la presque totalité du territoire de la Russie européenne, jusqu'au-delà de Moscou et de Kiev.

Mais les conquérants mahométans ne réussirent pas à subjuguier la

Géorgie de façon permanente. Temporairement foulée et pillée, toujours de nouveau elle se releva. Sa population demeura fidèle à la civilisation chrétienne. Il est vrai qu'elle fut complètement entourée par des puissances mahométanes et, par là, tenue à l'écart des progrès réalisés, par l'Europe occidentale.

Les Géorgiens ne retrouvèrent le contact avec la civilisation européenne que par l'intermédiaire des Russes. Ceux-ci étaient plus près de l'Europe et ils étaient beaucoup plus nombreux que les Géorgiens. Tandis que périllicitaient et se décomposaient les Etats mahométans représentant le despotisme oriental, une haute civilisation s'était développée en Europe occidentale, civilisation qui, il est vrai, au début, se manifesta par un renforcement de l'absolutisme princier et de ses ressources bureaucratiques et militaires. Ces ressources, les maîtres des Russes d'Europe se les assimilèrent. Ils y gagnèrent assez de force pour établir leur absolutisme, et aussi pour refouler irrésistiblement Mongols et Turcs. Ce faisant, ils se rapprochèrent de plus en plus des frontières de la Géorgie, qui espérait d'eux un appui libérateur contre les Osmanlis et les Perses. Finalement, les Géorgiens choisissaient la Russie comme leur puissance protectrice, ce qui fut spécifié en 1783 par un traité avec Catherine II. Mais cette protection qu'accordèrent les tsars à la Géorgie laissa beaucoup à désirer, jusqu'à ce que les seigneurs russes jugèrent bon d'annexer complètement le pays (1801).

A partir de cette date la Géorgie fit partie intégrante de la Russie. Elle partagea son destin, son développement économique, mais elle participa aussi à la révolution qu'engendra ce dernier contre le tsarisme. Les bureaucrates et soldats du tsar, qui s'établirent dans le pays en maîtres et en exploiters, n'étaient-ils pas des étrangers, des gens de langue et de mœurs étrangères ? Ils soulevèrent dans la population encore plus d'aversion et d'opposition qu'en Russie proprement dite. Lorsque le poète allemand Bodensedt séjourna en Géorgie, dans la décade 1840-1850, il y trouva encore des Polonais bannis pour des motifs politiques. Mais bientôt la Géorgie ne parut plus assez sûre pour être utilisée aux fins de rendre inoffensifs les éléments politiques dangereux. En nombre croissant, les Géorgiens prirent le chemin de la Sibérie.

*
* *

Plus un Etat est petit et d'autant plus étroites, à conditions égales de transport et de production, sont les relations entre la capitale et les autres parties du pays, d'autant plus grande est la compréhension de la population citadine pour les ruraux, d'autant plus forte la part que prennent ces derniers à la vie spirituelle urbaine. En outre, les membres des masses laborieuses peuvent dans un petit pays se mettre plus facilement d'accord entre eux que dans un grand empire.

Grâce à tous ces facteurs, la démocratie est dans un petit pays — toutes choses égales d'ailleurs — plus forte, la vie spirituelle des masses plus active que dans un grand Etat se trouvant au même niveau économique. Le fait apparaît avec clarté lorsque nous comparons les Etats grecs de l'antiquité avec les empires géants de l'Orient du même temps.

Il en est de même en ce qui concerne la Géorgie et la Russie, fait qui ne doit pas être attribué à des différences de capacité intellectuelles, mais surtout à la différence de grandeur des deux territoires. Cela ne veut pas dire que les Géorgiens doivent être assimilés aux Athéniens. Il y avait aussi

en Grèce des Spartiates et des Béotiens. Ce furent des conditions tout à fait particulières qui permirent à la République urbaine d'Athènes d'atteindre son développement spirituel, par moment si puissant, son épanouissement commercial et industriel et les libertés démocratiques.

La Géorgie est tout autant que la Russie, plus encore même, un pays agricole. Son industrie capitaliste est peu développée.

Mais combien à l'écart se trouve la capitale de l'Empire russe par rapport au reste du pays, combien isolés sont ses habitants, des paysans et habitants des petites villes, dont le nombre dépasse de beaucoup 100 millions. Jusqu'à la révolution leur manquait une compréhension mutuelle. Ils n'avaient pas d'influence réciproque, vivaient les uns à côté des autres sans se comprendre, même lorsque se manifestaient dans la population urbaine des sympathies pour le paysan, dont l'attitude à son égard était pleine de méfiance. Quelles dures déceptions ne souffrirent pas les socialistes russes lorsqu'ils « allèrent au peuple » et lui parlèrent un langage dont il ne comprenait pas le sens, bien que les mots ne lui fussent pas inconnus.

Il n'en était pas de même dans la petite Géorgie, avec sa population d'environ deux millions et demi d'habitants. Il y avait là, entre la population des villes et celle des campagnes, les rapports les plus étroits, la compréhension la plus claire. Aussi les ruraux accordèrent-ils leur confiance la plus entière au prolétariat urbain, aux amis qu'il comptait parmi les intellectuels, tandis que ceux-ci comprirent à merveille les besoins de la population rurale. Chez eux prédominait la pensée mencheviste, c'est-à-dire social-démocrate au sens occidental.

*
**

La Géorgie nous a donc offert depuis les révolutions russes un spectacle qu'aucune autre communauté du monde ne présente, celui d'un pays agricole dont la population, à une majorité énorme, est de sentiment social-démocrate. On l'a vu déjà aux élections à la Douma, après la première révolution de 1905; on s'en est aperçu au cours de la révolution, depuis 1917, lors des élections aux Assemblées nationales constituantes russe, puis géorgienne.

Lors des dernières élections, en février 1919, 72 % de la population des villes se prononcèrent pour les candidats de la social-démocratie, alors que, dans les districts ruraux, la proportion s'élevait à 82 % ! La social-démocratie disposait à la Constituante de 103 sièges, en face desquels l'opposition n'en pouvait réunir que 27, appartenant à cinq fractions différentes. Les bolcheviks n'avaient pas obtenu un seul mandat.

Quelle différence en Russie !

*
**

Dès que les bolcheviks eurent réduit le dernier des généraux contre-révolutionnaires, le sort de la Géorgie se trouvait décidé. A fin 1920, Wrangel était écrasé, et en février 1921 des troupes russes envahissaient déjà la Géorgie, sans déclaration de guerre, en pleine paix, au mépris du traité de paix et d'amitié.

L'invasion russe bafouait de la façon la plus criante toutes les règles de la morale et du droit qui, comme l'avait déjà fait ressortir l' « Adresse

inaugurale » de Karl Marx, devraient constituer la loi suprême des relations entre les nations. Elle contredisait aussi tous les principes que les bolcheviks eux-mêmes venaient encore de proclamer : le droit des nations de disposer d'elles-mêmes, la bassesse de toute guerre impérialiste, c'est-à-dire de toute guerre de conquête.

La conscience des bolcheviks qui considèrent et méprisent toute morale comme étant d'invention bourgeoise, n'en fut point troublée. Mais nombreux sont encore parmi leurs partisans et ceux qu'ils veulent gagner à leur cause ceux qui abominent toute guerre de conquête et tout manquement à la foi donnée. Il fallait apaiser leurs scrupules.

Si la conduite des bolcheviks en Géorgie blessait d'une façon encore plus criante qu'en Russie tous les principes moraux, estimés précisément bien davantage dans les classes laborieuses que parmi les exploités, il fallait que les mensonges, au moyen desquels les bolcheviks cherchaient à justifier leurs actes de violence en Géorgie, devinssent encore plus grossiers. Et, selon la manière traditionnelle bolcheviste, ils ne se contentèrent pas de disculper leurs propres actes par des mensonges. Ils ont toujours aimé, non seulement de maltraiter leurs victimes, mais de les injurier et calomnier. En cela ils restent semblables à eux-mêmes, dans toutes les conditions.

*
**

L'Europe occidentale a tout intérêt à s'informer sur ce pays minuscule. Nous avons déjà appelé l'attention sur ce fait que les petits pays offrent certaines possibilités de développement dans une mesure plus large que les grandes nations. S'ils sont impuissants vis-à-vis de la politique mondiale des grands Etats, ils n'en peuvent pas moins avoir une grande importance pour le développement spirituel, social, économique.

La petite Attique n'a-t-elle pas pour nous, en tant que témoignage de l'Antiquité, plus d'importance que l'empire géant des Perses ? Et la petite Weimar n'a-t-elle pas eu sur la vie spirituelle allemande du XVIII^e siècle plus d'influence que la grande Autriche ? Et, de nos jours, la Belgique n'a-t-elle pas dépassé la France à certains points de vue, ou bien, le Danemark l'Allemagne ? Vienne n'a-t-elle pas acquis à maints égards un rôle dirigeant ? La Géorgie, elle aussi, peut encore acquérir une importance internationale dépassant de beaucoup la puissance qu'elle pourra jamais obtenir parmi les peuples de la terre.

*
**

Le bolchevisme est à son déclin. Il a tellement travaillé à détruire en Russie toutes les forces spirituelles de la population, qu'on peut craindre qu'elle ne soit pas à même, après l'effondrement du bolchevisme, d'édifier sans transition un régime démocratique exempt de frictions. Certes, le tsarisme a disparu à jamais, de même que la noblesse. Ce n'est pas un bonapartisme du légitimisme de gardes blancs qui succédera en Russie à la domination des Soviets. Mais il y a lieu de craindre la dissolution de l'Etat en chaos, dès que la domination rouge du Kremlin perdra la force de maintenir en place la charpente de l'Etat et de la diriger. Ce n'est qu'en conséquence de longs efforts qu'une démocratie véritable pourrait alors s'y former.

Tout à fait différente est la situation en Géorgie ! Ce pays possédait

déjà une organisation démocratique avant d'être écrasé par les dictateurs des Soviets. On n'oublie pas une telle organisation, surtout lorsque ce sont des maîtres étrangers qui l'écartent. La démocratie continue à vivre dans les cœurs du peuple géorgien qui l'a acquise, et l'exiguïté du pays en facilitera la réorganisation, l'oppression étrangère une fois disparue.

La République démocratique se dressera de nouveau là-bas, dès que les baïonnettes russes auront quitté la Géorgie.

Le Fantôme du Pantouranisme

Plus nous approchons de la liquidation du bolchevisme et plus les représentants de la « Grande Russie indivisible » commencent à s'agiter à la seule pensée que, dessous le bonnet rouge, sortira non pas une seule Russie restaurée, mais toute une série de nouvelles républiques entièrement indépendantes. L'inquiétude les gagne. Saisis d'une telle frayeur ils ne songent plus qu'à la communiquer à tous les patriotes russes et qu'à jeter le trouble dans l'esprit des nationalités qui en rangs serrés s'acheminent vers la lutte pour la libération de leurs pays respectifs du joug de l'impérialisme russe.

L'une des dernières manœuvres des impérialistes russes et de leurs disciplines est l'active propagande sur le danger du pantouranisme, propagande dirigée en premier lieu contre l'unification des peuples du Caucase et à laquelle ne serait pas étrangère la république turque elle-même.

*
* *

Nous avons déjà eu l'occasion de nous prononcer dans les colonnes de *Prométhée* sur cette question, ce qui n'empêche qu'en ce moment, disposant de nouveaux éléments, nous essaierons de revenir sur ce sujet.

En tant qu'idéologie de nature à révolutionner les masses populaires turkes et à les attirer dans l'arène de la lutte pour l'auto-détermination nationale et pour leur indépendance, le pantouranisme se présente objectivement comme une idée progressiste, dirigée à son tour contre l'impérialisme russe, autrement dit, contre la fameuse idée d'une Russie « une et indivisible ».

Lors de son apparition, le pantouranisme, bien que désireux d'imiter l'idée du pangermanisme comme exemple de théorie classique de race, en raison de données objectives, reconnues par des chefs même du mouvement tels que Zia bey, Youssouf Aktchourine et autres, a été amené à croire que la force nationale d'un peuple n'est pas le seul fait d'une communauté de religion et de race et que, tout en étant d'une même origine, il est possible de se scinder en nations indépendantes l'une de l'autre. L'on sait que, parallèlement au pangermanisme classique, existait un panslavisme non moins classique. L'on sait aussi qu'en dépit de l'unité de la race slave au début, il se constitua pratiquement un certain nombre de nationalités slaves et d'Etats indépendants, éminemment hostiles entre eux.

Les manifestations de la réalité quotidienne, la situation économique et politique générale des pays turks, plus particulièrement l'ambiance historique dans laquelle se trouve en ce moment la Turquie républicaine nous

permettent en toute assurance d'affirmer que le pantouranisme est entré dans la voie dans laquelle s'est engagé précédemment la panslavisme. Une étude plus approfondie de la vie politique idéaliste de la Turquie kemaliste suffira pour nous convaincre. Et comment pourrait-on en douter lorsque, non seulement les penseurs de la Turquie contemporaine ont transposé l'idéologie turke de son interprétation originale à une interprétation nationale; le chef de l'Etat turc, Kemal pacha, a rejeté lui-même avec l'autorité qui s'attache à sa parole, le panislamisme et avec lui le panturquisme.

Dans son fameux discours prononcé en 1928 au Congrès du parti du peuple dont il est le président, Moustapha Kemal pacha, rejetant solennellement en tant que système politique les principes d'un Etat « racial » qui grouperait toutes les tribus turkes, déclara cette idée comme un rêve irréalisable. Par contre, il proclama le principe de l'Etat national comme méthode la plus rationnelle à la base d'un Etat. « Il faut bien se garder de ruiner le peuple en voulant courir après un rêve utopique et irréalisable; par contre, il faut attendre du monde civilisé l'établissement de rapports humains et cultivés et maintenir avec lui une amitié réciproque. » Tel est le mot d'ordre de principe du chef de la nouvelle Turquie qui prend en considération la situation véritable du peuple turc qui ne possède la moindre parcelle pouvant être sacrifiée au profit d'autrui (d'après ce même discours).

Le turquisme qui, de nos jours, domine en Turquie ne possède plus ce caractère réactionnaire agressif que veulent bien lui prêter ses ennemis. Bien au contraire, selon les affirmations de Zia bek (Les Fondements du Turquisme, Ankara 1928), il constituerait « une école à la fois culturelle, philosophique et esthétique profondément progressiste, laquelle resterait irréconciliable avec les tendances cléricales-théocratiques et réactionnaires ».

Nous ne nous attarderons pas sur l'activité de ceux qu'on désigne sous le nom d' « Anatoliens » qui prêchent l'idée de nationalisme anatolien et qui prétendent que le mot « turc » signifie non pas une nation, mais une race. Toute cette évolution d'idées concorde avec la situation socialo-économique dans laquelle se trouvent de nos jours les peuples de race turke aussi bien que ceux de Turquie. Combien était logique la déclaration de Moustapha Kemal pacha lorsqu'il disait que les quatorze millions d'Anatoliens ne sauraient rêver de prendre sous leur tutelle politique les innombrables millions de musulmans du monde. L'Anatolie n'est pas un pays à ce point industrialisé, un pays à ce point surpeuplé pour qu'il puisse rêver d'expansion agressive et moins encore d'inaugurer une politique de conquête. Il serait naïf pour le moins de croire aux paroles de gens comme Zarevand lorsqu'ils déclarent que les réformes socialo-culturelles que Kemal a si radicalement appliquées suffisent à prouver que les Kemalistes, les « pantouranistes convaincus », lancent les Turcs dans une aventure de conquête. Qui pourrait douter de ce fait, que la séparation de l'église et de l'Etat, la suppression du Khalifat, l'adoption de l'alphabet latin, l'émancipation des femmes, l'eupéanisation du genre de vie du pays et autres réformes constituent, non pas un mouvement pantouranien, mais bien radical-démocratique.

Mais il n'est pas que la Turquie qui soit saisie d'un pareil enthousiasme : cet idéal démocratique qu'on associe à l'idée de turquisme dans la Turquie contemporaine s'est depuis longtemps déjà manifesté en Azerbaïdjan. Les « revisionnistes du pantouranisme » d'Azerbaïdjan se sont de

tout temps représenté les réalités du monde turk sous la seule forme de mondes effectifs englobant les différents peuples turks qui aspiraient à une vie libre et indépendante. C'est la raison pour laquelle certains enthousiastes du camp des romantiques du pantouranisme les accusaient de trahison au glorieux idéal, ainsi que le signale Zarevand dans son ouvrage.

*
**

Nos lecteurs peuvent aisément se rendre compte qu'il n'y a pas lieu de craindre une nouvelle invasion de Mongols. Une semblable invasion dont on se sert cependant comme d'un épouvantail ne saurait être envisagée. C'est ce que conçoit fort bien, évidemment, ce qu'on appelle la démocratie russe représentée par M. Kerenski; mais, ainsi qu'on peut l'apercevoir, pour des raisons faciles à discerner, elle en charge trop la couleur et en diffuse trop les effets d'une démagogie malveillante. Ces messieurs savent fort bien, disons-nous, qu'une invasion mongole ne saurait se répéter et qu'à notre époque les empires, loin de se constituer, sont en voie de disparaître.

Ce ne sont point les régiments kemalistes se portant, le cas échéant, à la délivrance de Kazan, par exemple, qui les inquiètent, mais le sort de l'empire austro-hongrois qui, en dépit de politiciens habiles, s'effondra sous la pression du mouvement vainqueur des peuples tributaires chez lesquels la conscience nationale s'était réveillée. Cette marche triomphale, nul ne l'ignore, était en outre animée par ce même idéal de panslavisme !...

De même que ces peuples slaves, de nos jours entièrement libres, le peuple azerbaïdjanien, animé par un même idéal de panturquisme révolutionnaire, en vint à vouloir défendre son existence nationale, comprenant fort bien qu'en dehors de la combinaison politique d'une confédération caucasienne indépendante, il n'y a pas de salut. C'est pourquoi, presque tous les hommes politiques d'Azerbaïdjan, plus particulièrement le parti démocratique azerbaïdjanien des fédéralistes « Moussavat » ont proclamé, au début même de la création de la république, la nécessité d'unir tous les peuples du Caucase en une confédération unique. Ce principe fut également proclamé dans les discours des politiciens responsables d'Azerbaïdjan; ce mot d'ordre fut l'objet de débats à la tribune du Parlement, des résolutions furent prises aux Congrès du parti; des articles lui furent consacrés dans la presse de l'émigration où ils occupent de nos jours encore une large place.

Ce principe fut même en partie réalisé sous forme d'alliance défensive militaire conclue entre la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Et s'il ne nous fut pas donné de la voir se réaliser c'est en raison de causes diverses que le cadre du présent article ne permet point d'énumérer. L'une de ces causes, et non des moindres, relève de la provocation et de la démagogie auxquelles ont recours les Khondkarian et Cie pour essayer de briser le front unique des peuples du Caucase.

*
**

En l'état actuel, le « turquisme » ne présente aucun danger pour le Caucase, dont il est l'allié; bien au contraire, il est, en tant qu'idéal, uniquement dirigé contre l'impérialisme russe. Toutefois, nous croyons devoir faire remarquer qu'il existe pour nous un dangereux aspect de solution de ce problème... Nous voulons parler du plan envisagé par M. Mandelstam.



D'après M. Mandelstam, il est possible d'accepter le « détachement unilatéral des terres touraniennes de la Russie » ; tous les peuples turks ayant reçu leur autonomie seront tenus de rester dans le cadre de la Russie en tant que parties intégrantes de la Grande Fédération. Bien mieux, des pays comme la Turquie et peut-être même la Perse, si par la suite elles en expriment le désir, pourront en faire partie.

Parler de l'autonomie des peuples turks est pour l'aile extrémiste de l'impérialisme russe un fait digne de remarque. En cela réside la force de l'idéal que nous poursuivons ; c'est l'esprit du temps, dirions-nous, qui fait agir le cerveau ; mais la solution de la question ne saurait dépendre d'une simple fantaisie de rêveurs impérialistes, décidés à prendre par la ruse ce qu'il est impossible de prendre par la force.

Il est aisé de constater que nous sommes en présence d'un problème national dont la solution paraît assez complexe. Et nous pourrions même ajouter que les peuples qui, ainsi que nous, se trouvent assujettis à la Russie ont plus d'une fois souffert des particularités que présente la pensée politique russe.

Aucune de leurs déclarations libérales ne pourra soustraire à nos regards le fait que non seulement les impérialistes russes ne songent nullement à renoncer aux terres étrangères que leurs aïeux ont acquises, mais encore, ils espèrent, sous une forme ou sous une autre, en acquérir de nouvelles !...

Véritablement, amis lecteurs, les représentants des peuples opprimés de Russie, ceux du Caucase en particulier, n'ont aucun sujet de crainte en ce qui concerne le « panturquisme » inexistant de Kemal. Par contre, il est bon de se défendre du « panrussisme » de MM. les Mandelstam et les Kérenski !...

En présence de ce réel danger, tous les peuples opprimés de Russie, autrement dit de l'U.R.S.S., les peuples du Caucase en particulier, doivent s'unir. C'est sous un étendard commun qu'ils doivent se grouper pour lutter contre l'impérialisme moscovite, nonobstant sa couleur.

L'impérialisme russe, qu'il soit blanc, qu'il soit rouge, est l'ennemi juré des nationalités qui, de nos jours, sont rivées à cette forme d'Etat qui porte le nom d' « Union des Républiques Soviétiques Socialistes ».

M.E. RASSOUL-ZADÉ.

LE PROBLÈME DE L'UKRAINE ET L'EST EUROPÉEN

Au mois de février dernier ont eu lieu à Bruxelles les réunions habituelles de la Commission de l'Union Internationale des Associations pour la Société des Nations. Cette Union existe depuis déjà dix ans ; elle a même commencée à fonctionner quelque temps avant la Société des Nations. Son but consiste à propager l'idée de la S.D.N. et les principes qui en forment sa base ; mais en dehors de ce but, l'Union a pour mission d'influer sur la S.D.N. en lui préparant les diverses questions qui doivent par la suite être débattues dans les institutions respectives de la S.D.N.

Le fait même que, dans la composition de la S.D.N., l'on compte des hommes politiques remarquables, voire même fréquemment des représentants des Etats, membres de la S.D.N., ladite Union ne peut manquer d'avoir une grande influence sur l'organisation de Genève. Les questions sont débattues au sein de l'Union avec plus de liberté qu'elles ne sauraient l'être par la suite à Genève où il sied de se conformer aux traditions de la diplomatie. La S.D.N. doit avoir, à l'exemple de toute organisation sociale et politique de moindre envergure, ses défenseurs et ses propagandistes. Et c'est pourquoi au sein de l'Union l'on compte les plus ardents partisans de la S.D.N. Il suffit de rappeler le nom de l'un des fondateurs de l'Union, M. Léon Bourgeois. Cela ne signifie nullement que, dans les différents Congrès de l'Union, ne s'entendent des critiques sur l'activité ou sur les organisations faisant partie des institutions de la S.D.N. La critique est non seulement admise, disait le professeur Beauvais dans l'un de ses discours, elle est même désirable, « mais seulement dans la mesure où elle ne met point en doute l'avenir de la S.D.N. ». Ces quelques indications suffisent pour montrer l'intérêt que présente pour les Ukrainiens la présence au sein de cette Union pour la S.D.N. d'une organisation ukrainienne, laquelle peut, sur un même pied d'égalité que les autres peuples, prendre part aux travaux de l'Union. Les délégués ukrainiens ont déjà pris part aux travaux d'ensemble de l'Union, aussi bien qu'aux travaux des Commissions qui en font partie.

L'on doit, à regret, constater que, jusqu'à ces derniers temps, leur collaboration n'a pas fait preuve de grande activité; cette année seulement l'Association ukrainienne pour la S.D.N. a pour la première fois déployé une activité marquée.

Au mois de septembre de l'année écoulée le délégué ukrainien de l'Association pour la S.D.N. proposa au secrétariat de l'Union de mettre à l'ordre du jour la question de créer une Commission spéciale près ladite Union avec charge d'étudier les questions liées au problème de l'Est européen et plus particulièrement au problème ukrainien. L'Association ukrainienne pour la S.D.N. présenta en son temps un mémoire approprié au secrétariat de l'Union. Cette question fut mise à l'ordre du jour de la Commission politique de l'Union, laquelle se réunit à la fin de février de cette année à Bruxelles. L'Association ukrainienne était représentée au sein de cette Commission par son délégué, le professeur A. Choulguine, qui présenta en ces termes la tâche ardue de la future Commission dans la question touchant au problème de l'Europe orientale :

« La proposition de la délégation ukrainienne consiste à demander que soit instituée près de l'Union, une commission permanente avec charge d'étudier, sur des bases étendues et impartiales, les problèmes de l'Europe orientale mais ayant en vue le projet de création d'une Fédération européenne.

Il s'agit d'étudier l'état actuel de l'ancien empire russe, les problèmes nationaux qui s'imposent au sein même de l'Union soviétique et spécialement ceux du Caucase et de l'Ukraine. Ces deux pays ayant proclamé leur indépendance en 1917-1918, furent reconnus *de facto* et *de jure* par plusieurs puissances et ils firent leur apparition sur le terrain diplomatique international. Plus tard, malgré la reconnaissance de leur indépendance par le Gouvernement soviétique, ils furent envahis par ses troupes. Les gouvernements nationaux de ces républiques durent quitter leur sol natal et des « Républiques soviétiques » de l'Ukraine et du Caucase furent cons-

tituées. Ces nouvelles « Républiques soviétiques », de même que les Républiques soviétiques de Russie-Blanche, du Turkmenistan, d'Ouzbékistan, du Tadjikistan forment avec la République Fédérative de Russie ce qu'on appelle l'Union soviétique.

Je ne m'arrêterai pas plus longuement sur le rôle de la Commission que je propose de créer; elle-même aura à y pourvoir. Je me permettrai seulement d'indiquer la raison qui m'oblige à vous soumettre cette proposition, juste en ce moment, et pourquoi pas, plus tôt ou plus tard. Je signalerai les trois raisons suivantes :

1. L'Europe orientale, les affaires d'Ukraine, le Caucase et l'Union soviétique, en général, sont peu connus en Europe occidentale et dans les autres Etats. Il n'est pas seulement les larges cercles de la Société qui ignorent tout ou en partie de ces problèmes, mais encore ceux qui sont chargés des affaires de politique extérieure de tel ou tel Etat, affaires qu'ils devraient cependant connaître.

2. En l'état actuel, l'Europe orientale traverse un moment difficile, lequel permet d'espérer de grands changements dans cette région. » Après avoir motivé ce point de vue, l'orateur s'attarde sur les phases suivantes :

« a) Dans l'Union soviétique, et surtout en Ukraine, la terreur a repris avec une telle force qu'elle ne saurait être comparée à tout autre pendant ces dix dernières années. Des intellectuels, des écrivains, des savants parmi les plus éminents, qui n'avaient point jusqu'à ce jour été inquiétés, ont été emprisonnés et traduits devant des juges sans motif plausible; b) les persécutions religieuses n'ont jamais atteint les proportions, l'acuité que nous constatons de nos jours; c) les bolcheviks enfin, dès leur début, ont voulu mettre en pratique leur programme communiste, mais sachant combien les paysans étaient peu disposés à les suivre dans cette voie, surtout en Ukraine, ils n'osèrent les inquiéter; de nos jours, ils les obligent à entrer de force dans les exploitations agricoles collectives (kolkhoz). Toutes ces manifestations d'oppression suscitent une vive réaction, des soulèvements, des assassinats de communistes, un état de surexcitation parmi les masses. L'on peut s'attendre à des excès. L'étranger est-il préparé à des événements graves en perspective. Cet ensemble de circonstances constituent la deuxième raison pour laquelle il est indispensable de s'occuper de cette question.

3. La troisième raison est constituée par la question des Etats-Unis d'Europe soulevée par la S. D. N., ou pour mieux dire, par les hommes politiques les plus marquants qui en font partie, au cours de la dernière assemblée. Tous les rapporteurs, à l'exception du docteur Bénès, ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, mirent des frontières à cette nouvelle Confédération de peuples; elles étaient marquées par une ligne concordant avec les frontières orientales actuelles de la Pologne et de la Roumanie. C'est ce principe que défend l'idéologue du Pan-Europe, le comte Coudenhove Kalergi. Dans son ouvrage, il est dit notamment que les Etats qui font partie de l'Union soviétique, ont rejeté les principes démocratiques qui sont admis dans toute l'Europe et que c'est en cela que résident leurs divergences. Nous sommes entièrement de cet avis lorsqu'il est question du régime soviétique, mais nous ne pouvons accepter cette opinion lorsqu'il est question de l'Ukraine où ledit régime a été établi de force, alors que le peuple partage entièrement l'idée des principes démocratiques des peuples européens.



Le comte Coudenhove-Kalergi met en garde l'Europe contre le danger que présente pour l'Europe, la « Fédération de Russie », danger qui justifie la nécessité de créer des Etats-Unis d'Europe. Loin de nous la pensée de nier ce danger oriental, mais M. Coudenhove-Kalergi fait erreur lorsqu'il suppose que nous nous rangerons du côté de l'Orient pour marcher contre l'Occident. Non, Messieurs, loin de nous semblable idée ! Nous marcherons avec l'Europe et nous lutterons contre l'Orient s'il attaque. L'Ukraine est liée à l'Europe et non à l'Orient et elle lui appartient; elle veut lui appartenir.

Mais, laissons à la future commission le soin d'examiner plus à fond cette question, mon but étant, tout simplement, de montrer la nécessité qu'il y a de créer une semblable commission pour l'Europe orientale; les problèmes que soulève cette question sont graves, ils méritent une attention toute spéciale, il faut les connaître et les comprendre. Il est encore une raison sur laquelle je me permettrai d'insister en ce qui concerne la nécessité de créer cette nouvelle commission ou sous-commission, raison la plus sérieuse peut-être : Pour des raisons d'ordre diplomatique, la S. D. N. visiblement, se heurte à des difficultés assez graves lorsqu'elle veut résoudre ces problèmes. Sur le forum officiel de Genève, il est difficile d'étudier à fond ces questions. Et c'est pourquoi nos services dans ce domaine ne peuvent manquer d'être d'un grand profit pour la S. D. N. En créant une nouvelle commission à titre permanent, nous accomplissons une tâche fondamentale laquelle consiste à venir en aide à la S. D. N. dans la solution de ses formidables problèmes. »

Le discours du professeur Choulguine terminé, des débats animés commencèrent. Le chef de la délégation polonaise et député de la Diète de Pologne, M. Löwenherz, parla le premier. Il exprima aussitôt toute sa sympathie pour la proposition des Ukrainiens et il ajouta qu'il est entièrement d'accord en ce qui concerne la déclaration qui venait d'être faite que l'Ukraine est partie intégrante de l'Europe et non de l'Orient. Le délégué italien, de son côté, le ministre Gionini, lequel est en même temps directeur de l'Institut *Per Europa Orientale* à Rome, fit un discours particulièrement bienveillant par rapport à l'Ukraine. Tout en déclarant qu'il connaît et comprend la question ukrainienne, il exprima le désir de posséder un tracé plus précis des frontières géographiques que l'Association ukrainienne propose d'étudier.

Le délégué de la Belgique, M. Rolin, et celui de la France, M. Proudhon, déclarèrent également qu'ils considéraient cette proposition comme très sérieuse, mais qu'en ce qui concerne la question de Pan-Europe des organisations similaires (à la tête se trouve le professeur Beralem) ont été chargées de l'étudier; c'est pourquoi il semblerait plus rationnel de les charger de l'étude de la question que propose le délégué ukrainien.

Le délégué allemand, tout en reconnaissant l'importance de la question qui venait d'être posée, demande qu'elle fut remise à la session suivante, afin que sa délégation ait la possibilité de l'étudier plus en détail.

Le président de la Commission (lequel ne fait pas précisément partie de l'Union l'année en cours), ainsi que, délégué officiel de la Hollande pour la S. D. N., bien que soulignant à son tour l'importance de cette question, exprime le désir que soit plus clairement indiquée la question de savoir si la commission limitera ses recherches à l'Ukraine ou si elle s'occupera aussi de l'étude d'autres Etats. Il croit utile de demander au

représentant de l'Ukraine de revoir son projet dans cette orientation et de le présenter ainsi remanié à la prochaine session.

Prenant à nouveau la parole, le rapporteur remercia les orateurs pour l'accueil bienveillant fait à sa proposition et pour la sympathie témoignée à son pays, puis il déclare à ceux qui proposaient de soumettre la question à des organisations similaires qu'en principe il n'y voit pas d'objection. Que les autres organisations d'ordre international réfléchissent à leur tour sur ce problème. Mais s'il faut porter le fardeau de la peine, il ne semble pas qu'on doive le mettre sur les seules épaules du voisin, il conviendrait aussi d'en prendre une part sur ses épaules. (Applaudissements).

En outre, le professeur Choulguine se plaît à déclarer que, en sa qualité d'Ukrainien, il lui serait agréable si une commission était nommée, de la voir s'occuper exclusivement de la question ukrainienne, mais il attire l'attention sur le fait, que la question ukrainienne est intimement liée à la question du Caucase et à celle des autres républiques qui se sont formées sur le territoire de l'ancien empire russe. Il demande qu'un débat plus ouvert sur la question de l'Ukraine soit engagé. Que les Russes, de leur côté, puisqu'ils ont leur association pour la S. D. N. avec pour président, M. Avksentiev (aucun de leurs délégués n'assistait à la séance) expriment leur point de vue sur cette question. Leur thèse est entièrement opposée à la nôtre, mais cela n'empêche, nous donnerons ici même, publiquement, notre réponse.

Le rapporteur estime que l'Union en tant qu'association internationale, peut beaucoup plus s'intéresser à des problèmes plus vastes que de s'attacher à l'étude d'un seul Etat, si grand soit-il.

Ainsi, tout en proposant d'étudier le problème de l'Europe orientale, le rapporteur propose en même temps d'examiner le problème des pays qui ne font pas encore partie de la S. D. N. Tout en acceptant de voir la décision sur cette question reportée à une session ultérieure, le délégué de l'Ukraine insiste néanmoins, pour que dès maintenant soit créé un Comité spécial avec charge de préparer le terrain pour les travaux de la future commission d'étude du problème de l'Europe orientale.

Le Comité demandé fut aussitôt créé; furent nommés membres de ce Comité : le ministre italien, M. Gionini, le professeur Proudhon (France), le député à la Diète polonaise, M. Lovenhertz, et le professeur Choulguine en tant que rapporteur.

Ces débats et la décision de la commission politique de l'Union ne peuvent manquer d'avoir une grande importance pour l'étude du problème ukrainien et de l'Europe orientale.

L. G.

L'émigration en Turquie des Montagnards du Caucase

Dans l'histoire des Montagnards du Caucase, leur émigration en Turquie occupe, avec la question cosaque, une place de premier plan. Laissant de côté la question cosaque, nous limiterons notre étude à l'émigration en Turquie des Montagnards du Caucase, chassés de leur pays. Cette étude comprend deux parties : d'une part, elle traite de l'émigration des Montagnards du Caucase occidental, et, d'autre part, de l'émigration des Montagnards du Caucase oriental.

L'histoire des Montagnards signale plusieurs cas de migration forcée en Turquie; elle se fit pour la première fois sentir pendant les années 1858-59, au moment de la prise de Gounib par les Russes, où le valeureux Chamyl fut fait prisonnier. Ces migrations se poursuivirent pendant les années 1861, 1862, 1864 et 1865. Il sera pour le moment parlé des migrations des peuples Montagnards du Caucase occidental, des Tcherkesses ou Adighés.

Au début des guerres avec la Russie, les Adighés occupaient en masses compactes le territoire situé entre le fleuve Kouban au nord et la mer Noire à l'ouest, entre la Géorgie au sud-est et les Nogais à l'est. Les Adighés se divisaient en quatorze tribus ou clans. Si l'on prend en considération les rapports émanant des autorités russes aux XVIII^e et XIX^e siècles, la population tchérkesse formait un ensemble d'environ deux millions d'âmes. C'est cette infime quantité de peuples qui eut à se mesurer avec les multiples millions d'hommes qui constituaient alors la Russie.

Il n'entre pas dans notre pensée de faire un récit de la guerre dans ses détails; d'autres plus qualifiés l'ont fait avant nous; il nous suffira de dire que l'ennemi fut terrible *par sa masse et par sa cruauté*.

La lutte se poursuivit pendant une durée de 70 années. Les Tcherkesses furent exterminés, mais non vaincus. Conjointement avec les Montagnards de l'Est du Caucase, ils firent preuve de bravoure extraordinaire, de mépris de la mort et de foi dans la conservation de leur indépendance. Le pays adighe tomba, mais les 9/10^e de la population préféra la mort ou l'exil à la soumission à la Russie.

Les Tcherkesses émigrèrent donc en Turquie; une faible partie d'entre eux, environ 70 ou 80.000, se soumirent; ils furent aussitôt invités à s'établir dans la plaine, c'est-à-dire dans la région qu'ils occupent de nos jours entre le Kouban et la Labe.

C'est ainsi que de ce peuple qui autrefois habitait le littoral oriental de la mer Noire et celui de la mer d'Azov jusqu'aux approches du Don, et qui comptait plus de deux millions d'âmes, il ne resta plus, après que la Russie eut écrasé le Caucase, qu'un million d'âmes à peine, dispersées depuis le Caucase jusqu'en Anatolie, en Syrie, en Iraq, Egypte, Dobroudja.

*
* * *

On a beaucoup flétri les cruautés des Turcs; la presse d'Europe, celle de Russie en tête, en ont longuement parlé; mais ces cruautés ne sont rien en comparaison de celles imputables à l'armée russe au Caucase. Et la presse mondiale d'alors se taisait; personne n'avait le courage de réagir, de faire connaître la vérité à l'opinion publique, de la préparer au moins. L'extermination d'une bonne moitié d'un peuple et l'exil toujours si pénible de l'autre moitié passèrent presque inaperçus, si l'on en exclut les quelques articles parus dans la presse italo-anglo-française.

Il faut bien cependant dire la vérité : les premiers coupables dans cet isolement sont les Tcherkesses eux-mêmes, qui, dans leur aveugle présomption et fierté, n'avaient d'autre espoir qu'en eux-mêmes, que dans leurs propres forces. Luttant avec la force du désespoir, défendant pied à pied leur sol national, aux prises avec un ennemi vingt fois supérieur, ils mouraient mais ne demandaient grâce à personne, pas plus que du secours : le Gouvernement britannique essaya plusieurs fois, dans des buts répondant évidemment aux besoins de sa politique, de prêter un réel

appui aux Montagnards. Déjà en 1836 l'Angleterre équipa un bâtiment portant le nom de *Vixen*, sur lequel elle envoya aux Montagnards son émissaire, James Stanislaus Bell. Ledit bâtiment atteignit Guelendjik, mais il fut saisi par les croiseurs russes. Bell réussit à s'enfuir et alla se cacher parmi les Tcherkesses, où il resta près de trois années, s'efforçant d'organiser les Tcherkesses contre les Russes.

Par la suite, il rentra dans son pays et donna un récit de ses aventures dans le « *Journal of a residence in Circassia during the years 1837, 1838 and 1839*. London, 1840 ».

Les Alliés ayant opéré une descente en Crimée, les diplomates des pays alliés se présentèrent sur la côte orientale de la mer Noire et proposèrent aux Montagnards de les débarrasser à tout jamais des Russes *s'ils acceptaient le protectorat anglais*.

Mais les Montagnards, dit quelque part A. P. Bergé, l'historien russe officiel, ne se laissèrent point prendre au piège. Ils déclarèrent « qu'en réalité ils n'avaient rien contre les Russes, mais qu'ils sont en guerre avec eux du fait qu'ils ont occupé leurs terres et que si les Anglais et les Français veulent à leur tour faire de même, ils entreront en guerre avec eux aussi, tout comme avec les Russes. Et c'est pourquoi l'idée de prendre les Montagnards sous le protectorat de l'Europe ou seulement de la France et de l'Angleterre à l'exclusion de la Russie qu'on empêcherait d'occuper le Caucase, resta à l'état de projet ».

Les tentatives faites dans ce sens par Napoléon III furent sans résultat. La création d'une Pologne et d'un Etat montagnard restèrent en projet, bien qu'après la campagne de Crimée il n'abandonnât point son rêve et qu'il ne put s'empêcher de faire une démonstration, minuscule cependant, en organisant une expédition de 200 hommes sous le commandement de Lapinsky (Tezik bey) en 1863. (Lapinsky (Tezik bey) Théophile, Oberst und Commandant einer polnischera Truppen Abtheilung im Lande der unabhängigen Kaukassier. Die Bergvölkeer des Kaukasus und ihr Freiheit skampf gegen die Russen. Nach einer Anschauung Geschildert. Hamburg, 1863).

En ce qui concerne la Turquie, à laquelle de tous temps on a prêté le beau rôle d'appuyer et d'inspirer les Montagnards dans leur lutte contre la Russie, il semble opportun une fois pour toutes de détruire ce mythe dont tirent artificiellement parti et sans fondement aucun les ennemis de l'indépendance des Montagnards. Non seulement la Turquie n'a donné d'appui effectif aux Montagnards, mais, imprégnée elle-même, comme tous les Russes, d'idées impérialistes, de tendances à étendre ses frontières, elle a plus d'une fois envoyé ses soldats pour combattre les Montagnards.

Les Tcherkesses, de leur côté, n'avaient d'autre aspiration que de vivre libres et ne voulant reconnaître d'autre souveraineté que la leur, durent se défendre contre les Turcs et contre les Russes. Les Montagnards, évidemment, avaient plus de sympathie pour les Turcs, leurs correligionnaires, que pour les Russes, mais de la sympathie au désir de se soumettre il y a loin.

La Turquie cependant prenait fort bien en considération ces témoignages de sympathie et connaissant la bravoure des Montagnards du Caucase, fit preuve d'une indifférence impardonnable, disons même coupable, envers ses propres intérêts. *Dans la guerre qu'elle eut à soutenir contre la Russie, ce furent en grande partie les Montagnards qui la subirent et*



l'on sait que dans leur lutte contre les Russes il ne saurait être question de secours turc.

Quelques dizaines d'émissaires flatteurs, quelques manifestes et tout un lot de promesses, tel fut le secours de la Turquie !... Fort des promesses qui avaient été données, Saphar bey Zon attendit trois ans les secours des Turcs; lorsqu'enfin il se décida à envoyer une délégation à Constantinople, elle n'en rapporta qu'un refus...

Ainsi nous devons dire qu'en fait de secours, seuls les Montagnards aidèrent les Montagnards dans leur lutte contre la Russie. Nous entendons par là les Montagnards du Caucase oriental. Et cette lutte prit un caractère organisé et décisif le jour où parmi les Montagnards se dressa la grande figure de leur héros national, le glorieux Chamyl, et avec lui celle de l'énergique Mahomet Amin.

*
**

Après une guerre qui sous des aspects divers se prolongea presque cent ans, les Montagnards finirent par succomber. Quoi d'étonnant si cet événement d'une si grande importance dans la vie d'un peuple sert toujours de thème à nos aspirations et plus particulièrement de sujet au présent article. Mais avant que d'entrer dans le fond du sujet, il nous a paru nécessaire de détruire encore une légende, celle-ci liée au processus d'émigration des Montagnards en Turquie.

Nombreux sont ceux, et avec eux la plupart des Montagnards, qui croient à l'émigration *volontaire* des Tcherkesses en Turquie. Cette émigration « volontaire » aurait, croit-on, été le résultat de nobles ressentiments envers les Russes d'une part, et de sympathie que suscitaient les liens de parenté avec nos correligionnaires de Turquie.

Le chœur puissant des historiens russes et plus tard ceux des autres nationalités, laisse entendre que les Tcherkesses, mus par un sentiment de fierté qui leur est propre, préférèrent la « souffrance, la mort même, à l'esclavage ». Les Russes résolurent ainsi de masquer leur saint Bartholomé au Caucase en lançant le bruit de cette résolution suprême des Tcherkesses qui, poussés par une haine irréductible et par un fanatisme aveugle, auraient préféré l'exil chez les Turcs, leurs correligionnaires, à l'assujettissement à la Russie.

Il est certain que dans le nombre il y eut des Tcherkesses fanatiques, des chevaliers aux sentiments véritablement élevés, plus peut-être que parmi d'autres peuples qui se plièrent à cette nécessité, mais il y en eut aussi d'autres qui, plus sensés, qui ne purent se résigner à laisser ainsi sombrer toute l'existence d'un peuple pour une question de sentiment. C'est de cet ensemble de causes divergentes que naquit la légende, fort belle évidemment, d'un peuple atteint de folie du suicide qui avait préféré la mort à l'esclavage. S'il en avait été ainsi, l'on ne saurait que le déplore, car en ce cas, les Adighés auraient montré non seulement l'absence de toute maturité politique, mais encore leur incapacité légale à une existence d'Etat. Il en est tout autrement. Les Tcherkesses sont un peuple trop ancien pour s'adonner ainsi à une impression première. Il y eut certainement des individus qui acceptèrent cette alternative, mais l'on ne saurait sans commettre une grave erreur parler ainsi de la masse qui dans son ensemble, guidée par une sagesse innée et par un instinct très louable de conservation, cherchait une issue à cette

situation, difficile entre toutes... La seule qui se présentât alors — ce fut l'exil. L'ennemi ne l'ignorait pas : il mit les Tcherkesses en présence d'un dilemme tragique s'il en fût : ou périr exterminés, ou bien l'exil... Les Tcherkesses choisirent cette dernière alternative, ils la choisirent, parce qu'ils estimèrent pouvoir ainsi conserver ne fut-ce que leur postérité.

La Russie de son côté ayant fermement résolu de se saisir des énormes étendues de terre restant vides pour les *besoins de la colonisation* ne s'arrêta devant obstacle pour arriver à ses fins, dut-elle anéantir tout un peuple. Elle-même *favorisait l'émigration en tant que moyen à la fois sûr et peu coûteux de se débarrasser des Montagnards dont le sort était depuis longtemps décidé*. Cette décision une fois prise, les Russes, désireux de hâter le départ des Tcherkesses usèrent de mesures exceptionnelles : ils se mirent à brûler les villages et jusqu'aux récoltes encore sur pied. C'est ainsi que dans un seul mois de l'année 1862, cent quarante-huit villages furent incendiés. Et si quelque doute pouvait jamais germer dans l'esprit de quelqu'un, nous nous permettrons d'indiquer les sources qu'on trouvera aisément dans le livre de Heins paru à Pétersbourg en 1866 sous le titre : « Le détachement de Tchekhski, d'octobre 1862 à novembre 1864 ». Ce livre est un document officiel de la barbarie russe.

Un autre historien officiel russe, A. P. Bergé, qui défend à outrance la magnanimité russe et ses mœurs humanitaires, laisse échapper incidemment ces paroles :

« L'expulsion officielle des Tcherkesses en tant que mesure politique militaire a commencé le 10 mai 1862 après que le Comité du Caucase eut confirmé la décision concernant cette expulsion ». Et plus loin, l'historien russe voulant donner une idée de la proportion des décès parmi ces malheureux émigrés, cite un passage d'une lettre du Consul de Russie à Trébizonde :

« A Batoum, les opérations touchant à l'émigration n'ont commencé que ces derniers temps. Sur les 6.000 hommes arrivés à Batoum, 4.000 ont été dirigés sur Gourouk-Lou, à la frontière. Les Montagnards sont arrivés avec leur bétail; la mortalité est en moyenne de sept personnes par jour. Le bétail est exténué et il en périt journellement. Depuis le début de leur expulsion on compte qu'à Trébizonde et dans les environs il arriva près de 240.000 Tcherkesses; dans ce nombre, on compte 19.000 décès; actuellement, le nombre de Tcherkesses émigrés est de 63.290 âmes. La moyenne des décès est de 180 à 250 par jour. On les envoie à l'intérieur du Pachalik, généralement à Samsoum. A Kersoum on en compte 15.000; à Samsoum et dans les environs près de 110.000. La mortalité atteint 200 personnes par jour; le typhus fait beaucoup de ravages dans leurs rangs; à Sinope et Eneboli, les émigrés tcherkesses sont au nombre de 10.000. Pendant les mois de novembre-décembre 1863, on signale l'arrivée à Trébizonde de nouveaux contingents d'émigrés et l'envoi à Constantinople et à Varna de 4.650 Tcherkesses. Le nombre de décès est en moyenne de 40 à 60 par jour. Il reste encore à Trébizonde 2.050 hommes ».

L'influence pernicieuse du climat se fit surtout sentir parmi les Tcherkesses concentrés dans les camps de l'Atchkala et Sarader. En peu de temps, c'est-à-dire depuis l'arrivée des émigrés tcherkesses à Trébizonde, jusqu'au mois de mai 1864, le nombre de décès se chiffre par



30.000 ! Le typhus, la petite vérole, les intempéries du temps, l'absence de moyens matériels rendirent pénible la situation des émigrés tcherkesses. « De fait, ajoute l'historien russe Bergé, comment ne pas tressaillir à la vue, par exemple, d'une jeune tcherkesse, légèrement vêtue, couchée à même sur la terre, à ciel ouvert, ayant à ses côtés deux enfants en bas âge; l'un d'eux luttant contre la mort qui l'avait déjà saisi, alors que l'autre cherchait à assouvir sa faim auprès du sein de la mère dont les membres déjà raidis trahissaient le cadavre... Des scènes semblables ne sont pas rares. »

Mais voici qui est encore plus terrible : « Nombre de commandants de vaisseaux ayant entassé les émigrés dans leur navire dépouillaient en pleine mer les passagers et les jetaient par-dessus bord dans la mer Noire; puis, revenant à terre, ils procédaient à une nouvelle cargaison de victimes. »

Après avoir relaté ces épisodes tragiques, il ne restait plus à l'historien qu'à s'écrier : « C'est au futur historien qu'il appartient de prononcer en toute liberté son jugement et de préserver la Russie des injustes reproches que soulèveront ces événements qui constituent sans aucun doute l'une des pages les plus tristes de notre histoire ».

Le jugement a été prononcé et le premier qui l'a exprimé est ce même Bergé, l'historien officiel de la Russie !...

*
**

Revenant à la question de l'émigration des Tcherkesses et plus particulièrement à celle tendant à établir le nombre de ces émigrés, nous devons dès maintenant déclarer que le problème ne peut recevoir de solution que d'une manière approximative. Nul n'ignore qu'en dehors des observations faites par les Russes, personne n'a pu établir de véritables statistiques à ce sujet. La logique et le bon sens nous permettront d'éclaircir cette question. Nous estimons qu'au moment où commença l'émigration des Tcherkesses, 200 à 300.000 hommes tout au plus périrent par suite de maladies incombant aux mauvaises conditions de vie ou dans les combats avec les Russes. Un minimum de 100.000 hommes resta au Caucase; tous les autres, la masse principale, au nombre d'environ 1.500.000 hommes, se transporta en Turquie. Dans ce nombre, 493.194 disent les autorités russes, se rendirent en Turquie avec leurs propres moyens. Le nombre d'émigrés tcherkesses arrivés en Turquie est évalué à un million; les autres périrent sur mer ou de maladies. Il convient d'ajouter que les Turcs accueillirent de leur mieux les émigrés dont la présence en Turquie était à l'époque très désirable par le Gouvernement turc lui-même. Mais les prévisions des Turcs furent dépassées et cette vague formidable d'émigrés prit le Gouvernement turc au dépourvu. Il fut débordé et ne put mettre à la disposition des nouveaux venus les sommes considérables que nécessitait leur situation. D'après les témoignages fournis par le Consul de Russie à Trébizonde au mois de mars de l'année 1863, le Gouvernement turc dépensait journellement pour les besoins des émigrés tcherkesses un millier de medjidis-or par jour. Mais la vague de malheureux augmentait avec une telle rapidité que la Sublime Porte fut obligée de demander au Gouvernement russe, selon les termes de Fouad-Pacha, de « réagir contre cette fièvre d'émigration ».

Pendant ce temps les autorités russes discutaient avec la Turquie sur la question de la répartition des émigrés tcherkesses, demandant à cor et à cris, que les émigrés fussent envoyés loin des frontières de la Russie, à l'intérieur du pays ture.

Quoiqu'il en soit, grâce à leur énergie et à l'hospitalité turque, les Tcherkesses furent établis dans le pays et ils vécurent honnêtement et dignement dans leur nouvelle Patrie. Et l'on sait que nombreux furent les personnalités marquantes de Turquie : ministres, capitaines, hommes politiques et autres qui sortirent des rangs tcherkesses.

Nous abordons ici un autre tournant de l'histoire des Tcherkesses, sur laquelle nous reviendrons une autre fois !...

KAZI-KHAN.

LES INTRIGUES DES AGENTS BOLCHEVIKS

Le procès a commencé. Abordera-t-on le fond de la question ?

Il y a déjà longtemps que les agents bolcheviks camouflés mènent à Genève une campagne d'intrigues : les insinuations, les calomnies et les tromperies sont leurs armes naturelles. Tant que cette campagne n'était soutenue que par certaines organisations de la place, elle ne présentait pas un grand intérêt public, parce qu'elle n'avait pas de prise avec la population, elle manquait d'efficacité et les milieux internationaux pouvaient facilement l'ignorer. Mais, au cours de ces dernières années, la situation s'est complètement modifiée : les dits agents ont actuellement à leur entière disposition un journal qui est officiellement « organe du parti socialiste genevois » ; ils ont également à leur complète dévotion une « forte personnalité », M. L. Nicole, qui, plein d'audace, est directeur de ce journal et chef du dit parti ! Les bolcheviks, ayant ainsi organisé la dictature dans le parti socialiste, peuvent mener, au nom de ce parti, une campagne systématique en faveur des Soviets et contre tous ceux qui souffrent de la tyrannie moscovite.

En effet, pour M. L. Nicole, les Chinois deviennent d'affreux « impérialistes » dès qu'ils sont en désaccord avec Moscou (voir les numéros du *Travail* de juillet dernier) ! Les socialistes géorgiens, qui luttent pour la liberté, sont traités par M. Nicole « d'aventuriers les plus méprisables » (*Travail* du 10 juin dernier) ! Mais l'archevêque Fan Noli, ex-Président du Gouvernement albanais, est « le vaillant défenseur de la liberté du peuple » (*Travail* du 11 juillet 1929), dès qu'il s'allie au Komintern (août 1928) ! Plus encore Mgr. Fan Noli est devenu, comme le communiste Barbusse, le collaborateur de M. Nicole (*Travail* du 12 mars 1929). Ne nous étonnons pas, après cela, que le *Travail* parle de terreur épouvantable en Roumanie, en Syrie, en Pologne, en Autriche, dans les Balkans, etc. et passe sous silence le cri d'horreur venant de Russie. Bien au contraire, il justifie et défend les persécutions en Russie. Ne nous effrayons pas s'il traite de pires « réactionnaires » tous ceux qui ne sont pas au service de la tyrannie moscovite. Pensez donc, le grand tort de *Prométhée* est qu'il « se déclare l'organe de défense des peuples du Caucase, de l'Ukraine et du Turkestan » ! Voyez notre grand crime :

« Le moins qu'on puisse en dire, c'est que, de leur première à leur

dernière ligne, les trente-deux pages de texte ne sont qu'un réquisitoire passionné contre la Russie soviétique et contre les hommes qui, au prix de mille difficultés, cherchent à construire une économie et une société nouvelles. » (*Travail* du 11 juin 1929).

Ces lignes constituent, parmi tant d'autres, un aveu bien net que leur auteur se charge de la défense des oppresseurs des peuples pour la liberté desquels nous luttons; il nous attaque, nous, serviteurs des peuples opprimés, parce qu'il est au service des oppresseurs. C'est cela le fond de l'affaire Chavichvily contre M. Nicole et le *Travail* que le jurisconsulte moscovite, M^e Dicker, voudrait réduire à des injures, à des calomnies, dirigées personnellement contre le représentant de la Géorgie. Pour cela il fait l'impossible même : il s'oppose désespérément à ce qu'on évoque le nom de la Géorgie; il interrompt constamment les témoins dès qu'ils mentionnent les méthodes bolchevistes et prononcent le mot « Soviet », et cela en violation flagrante des dispositions de la loi, articles 186 et 235. Ce dernier dit notamment : « La partie qui interrompt un témoin pourra être condamnée à une amende de 25 francs au plus. En cas de récidive, l'amende pourra être doublée et la partie exclue de l'auditoire. »

* * *

Voici ce qui s'est passé, d'après le compte rendu de la presse, à l'audience du 26 mars :

« Ainsi que nous l'avons dit, à la suite d'articles publiés par le *Travail*, M. Chavichvily, représentant à Genève du gouvernement national géorgien, a assigné M. Léon Nicole et son journal en diffamation. Après divers actes de procédure devant le tribunal de première instance, chambre de M. le juge Marino, cette affaire est venue à l'audience de mercredi après-midi pour enquête.

Afin de réduire à néant les insinuations et les accusations du *Travail*, soit contre sa personne et son activité, soit contre le gouvernement géorgien, M. Chavichvily avait fait citer de nombreux témoins, parmi lesquels des personnalités importantes. De son côté, M. Nicole avait déposé une liste de témoins pour venir prouver que tout est pour le mieux au paradis soviétique installé par la force en Géorgie.

On pouvait donc s'attendre à des débats fort intéressants. Mais il n'en fut rien, M^e Dicker ayant, dès l'ouverture de l'audience, fait une obstruction systématique et refusé de laisser poser certaines questions, évidemment embarrassantes pour la cause qu'il défend. Les quatre témoins qui furent entendus mercredi furent constamment interrompus et houspillés par l'avocat du *Travail*, et les quelques phrases qu'ils purent prononcer furent chaque fois ponctuées par les horripilants glapissements du camarade, ce qui obligea M^e Cartier, avocat de M. Chavichvily, à faire de nombreux incidents.

On entend tout d'abord M. Gueguetchkori, ministre de Affaires étrangères du gouvernement géorgien, qui donne des renseignements sur le bureau de presse géorgien à Genève. Les renseignements qui parviennent à Paris sur la Géorgie sont communiqués à Genève à M. Chavichvily, qui les transmet ensuite à tous les journaux suisses, mais il y a évidemment des journaux qui sont hostiles à la cause géorgienne et qui refusent ces

communications. Depuis huit ans que le bureau de presse existe, ajoute le témoin, nous connaissons les journaux.

M^e Cartier pose alors la question suivante :

— *Le Travail*, par exemple, est bolchevisant ?

Tout aussitôt d'horribles clameurs retentissent : c'est M^e Dicker qui s'oppose à cette question.

Lorsque le silence est rétabli à grand' peine, le témoin précise que les renseignements sur la Géorgie ont été communiqués au *Travail* jusqu'au moment où ce journal a refusé de les insérer. Le bureau, que dirige M. Chavichvily depuis 1919, est une organisation purement géorgienne et ne subit aucune influence étrangère.

Aujourd'hui la Géorgie, ajoute le ministre avec émotion, est occupée militairement, mais personne encore n'a osé dire de bonne foi que son gouvernement soit soumis à des influences étrangères ou capitalistes.

Cette déclaration catégorique provoque de nouveaux trépignements et de nouveaux hurlements du camarade Dicker, mais ce tapage n'impressionne pas M. Gueguetchkori, qui continue :

— Le gouvernement de Moscou a reconnu qu'il avait occupé la Géorgie pour s'emparer de son pétrole.

Cette affirmation n'est pas du goût du camarade Dicker, qui se lance aussitôt dans un affreux charabia.

— Je défends ici la dignité de mon pays, proteste le ministre géorgien ; j'affirme que le bureau de presse géorgien n'a aucune relation avec le pétrole et qu'il ne reçoit ni directement ni indirectement un avantage quelconque d'un groupe capitaliste. M. Chavichvily a consacré sa vie à la cause de l'indépendance de son pays et les insinuations qu'on s'est permis à son endroit sont une infâmie !

Enfin, à une question précise, le témoin déclare que M. Chavichvily n'est pas plus l'informateur du *Journal de Genève* que d'autres journaux, mais que son zèle se borne à fournir des renseignements sur la Géorgie à tous les journaux qui veulent bien les accepter.

M. Georges Dumoulin, socialiste français (remarquons que, dans le compte rendu du *Travail* du 27 mars, il est traité de « haut fonctionnaire du B.I.T. » dans un but démagogique) confirme ensuite les déclarations du témoin précédent sur le bureau de presse géorgien. Il affirme notamment que les renseignements sur la Géorgie étaient communiqués à tous les journaux sans distinction, y compris le *Travail*. Le témoin confirme également, malgré les glapissements que cette déclaration arrache à M^e Dicker, que le bureau de presse géorgien est indépendant et qu'il ne subit aucune influence capitaliste ou autre.

Le camarade Dicker, prenant à partie à ce propos — on ne sait pourquoi — M. Albert Thomas, le témoin le remet vertement en place et riposte en parlant des Soviets. M^e Dicker — c'est un comble — se voit réduit à invoquer l'intervention du Président pour empêcher M. Dumoulin de poursuivre.

En présence du tapage mené par M^e Dicker et de son obstruction, le témoin proteste avec énergie contre cette façon de tenir une audience et fait remarquer que, puisqu'il en est ainsi, il n'a plus qu'à se retirer.

Un journaliste, M. Ryser, ancien conseiller national, lui succède à la barre et fournit des renseignements sur le bureau de presse géorgien ; il affirme également que M. Chavichvily est absolument indépendant et ne subit aucune influence étrangère.

Enfin M. le professeur Hersch, social-démocrate russe connu, explique que le bureau de presse géorgien envoyait des renseignements à tous les journaux, mais qu'il a cessé d'en communiquer au *Travail*, ce journal ayant modifié les textes et ayant publié des articles hostiles à la Géorgie. Le témoin ajoute qu'il n'est pas un socialiste sincère qui puisse admettre qu'on soupçonne en quoi que ce soit la conduite de M. Chavichvily et son absolue indépendance. Et M. Hersch proteste avec véhémence contre le fait que des gens qui se prétendent socialistes aient osé attaquer M. Chavichvily qui, depuis 25 ans, a consacré toutes ses forces à la cause de l'indépendance de son pays.

L'enquête en reste là pour le moment, le tribunal devant se prononcer sur les incidents soulevés par M^e Cartier (questions non posées). Comme il est probable que ces incidents seront ensuite évoqués devant la Cour, l'audition des autres témoins ne pourra se faire que plus tard.

* * *

Il convient de constater que c'est M. Dicker qui, dès son retour de Moscou, où il séjourna plusieurs mois, apporta au parti des méthodes et des formules toutes faites. Il est l'animateur dissimulé de dénigrement systématique, et c'est lui qui porte également la responsabilité de l'attitude du *Travail*. En défendant ce journal, M. Dicker plaide donc *pro domo sua*. Il est ainsi dans son rôle naturel quand il s'efforce d'étouffer la vérité et quand il s'oppose avec acharnement à ce que les témoins soient interrogés sur les méthodes et sur l'activité bolchevistes. C'est un point si dangereux pour MM. Dicker et Nicole qu'ils doivent l'éviter à tout prix, car les témoins socialistes, s'ils sont questionnés à ce propos, pourraient révéler des choses essentielles. Le *Travail* du 27 mars paraît très inquiet et fait un aveu important lorsqu'il écrit sur le but de ce procès qu'il attribue à M. Chavichvily « *obtenir d'un tribunal genevois un jugement contre la Russie soviétique que l'on pourrait retourner ensuite contre le journal Le Travail* ».

Evidemment, M^e Dicker ne serait pas un serviteur de la tyrannie soviétique s'il laissait dévoiler les agents bolcheviks, de même qu'il perdrait toute valeur pour Staline s'il se laissait démasquer lui-même. C'est du reste pour le même motif qu'il a rempli son devoir à l'égard de Moscou en défendant récemment un autre agent, M. Eltchian, que M. Nicole, en lui venant au secours, avait essayé en vain de se faire passer pour un socialiste !

* * *

Ajoutons un fait caractéristique pour Moscou qui permet tout à ses agents, pourvu qu'ils arrivent à tromper l'opinion publique en général et les socialistes en particulier. Le communiste M^e Vincent, stagiaire et collaborateur de M^e Dicker, attaqua violemment, dans *Le Drapeau Rouge* du 8 février, M. Compère-Morel. Pour la base d'opération contre les socialistes, il se servit de l'article de M. Nicole paru dans le *Travail* trois jours plus tard, le 11 février !

Cela marque l'intimité qui existe entre le « socialiste » Nicole et le communiste Vincent du fait que ce dernier savait d'avance ce qu'allait publier le premier.

M. Nicole a dû laisser passer un certain temps par crainte qu'on ne remarquât pas le caractère dissimulé de la polémique qu'il allait engager.

C'est en effet le 20 février qu'il a « répondu » à l'article du 8 février de M. Vincent sous le titre : « Le communisme, bras droit du capitalisme ». Il a, pour le besoin de sa cause, comblé d'injures M. Vincent et pris sous sa protection M. Compère-Morel. Cette polémique simulée, a-t-elle produit une impression voulue sur les socialistes français, en particulier sur M. Compère-Morel ?

Toujours est-il que l'article en deux colonnes du *Travail* du 27 mars, consacré à l'audience du 26 mars, est fait d'après les notes du collaborateur de M^e Dicker : le même communiste Vincent !

Pour conclure, nous dirons que la partie adverse menait une campagne ininterrompue, pleine de haine, contre les peuples opprimés et contre leurs représentants et soutenait systématiquement la thèse soviétique au sujet de la Géorgie. M^e Dicker menaçait qu'il ferait venir M. Barbusse pour en apporter des preuves. Sur le point des diffamations visant M. Chavichvily, le délit fut reconnu par le jugement du tribunal. Mais celui-ci a ordonné une enquête sur les circonstances dans lesquelles ce délit a eu lieu et sur le but que l'auteur poursuivait. Par conséquent, il est sûr et certain que le tribunal se prononcera sur les incidents dans le sens de liberté des témoins de dire la vérité, comme le serment l'exige d'eux, et afin d'établir les faits faisant l'objet et le fond même de l'enquête.

Ainsi, il est d'ores et déjà certain que la justice genevoise demeurera ferme, malgré les intrigues déployées par les bolcheviks. Elle saura mettre un terme aux manœuvres scandaleuses de MM. Dicker et Nicole qui sont intéressés à faire traîner l'affaire à l'infini.

MILITANT.

Le sort de la Confédération transcaucasienne

Nos lecteurs se rappellent qu'à l'occasion du sixième anniversaire de la création de la « Confédération » de Transcaucasie fêté récemment nous avons jugé opportun de consacrer un article à cet événement. Des instructions nouvelles élaborées à Moscou et tendant à changer la forme constitutive de cette « Confédération » nous obligent à reprendre cette question, une fois encore.

L'on n'a pas oublié que, depuis sa formation, cette « Confédération » n'a cessé de lutter contre Moscou pour le triomphe de ses droits. L'intérêt de cette lutte résidait dans le fait que la Géorgie et l'Azerbaïdjan défendaient l'idée de leur indépendance envisagée par la constitution elle-même et que ces deux pays s'efforçaient de s'opposer à toute immixtion de Moscou dans leurs affaires intérieures. Les communistes d'Azerbaïdjan défendaient le principe selon lequel le naphte azerbaïdjanien devait subir les opérations d'exploitation dans les usines de l'Azerbaïdjan; ils prétendaient que l'argent reçu de la vente du naphte devait être dépensé pour les besoins du pays. Les communistes géorgiens, de leur côté, formulaient des revendications identiques en ce qui concerne le manganèse. De plus, ils élevaient des revendications politiques dont l'une d'elles demandait que possibilité leur fut donnée de disposer de leur sort, conformément aux grands principes de la Révolution russe et que le droit à l'auto-détermination des peuples pût enfin se réaliser.

Cette forme de revendications si caractéristique pour les communistes de Transcaucasie mérite une attention toute spéciale.

Lors du Congrès des républiques autonomes qui constituent l'ossature de l'U.R.S.S., les représentants de ces républiques « indépendantes », plus particulièrement ceux des républiques confédérées de Transcaucasie se livrèrent à de furieuses attaques contre la politique de Moscou, l'accusant de manquer de sincérité sur la question touchant à l'indépendance des républiques non-russes. Le plus étonnant, c'est qu'au cours des débats, le représentant de la république d'Arménie, partie, elle aussi, intégrante de la Confédération de Transcaucasie, faisait opposition aux représentants de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan, alléguant que les attaques de ces derniers contre Moscou étaient injustes et que, d'autre part, si l'indépendance de ces républiques était incomplètement réalisée, il fallait s'en prendre à eux-mêmes et non à Moscou. Dans la lutte que soutiennent les communistes géorgiens et azerbaïdjanais contre Moscou en ce qui concerne la défense du droit à la liberté, l'opposition des représentants d'Arménie est symptomatique. Dans le domaine des grèves économiques ceux qui agissent ainsi portent le nom de « briseurs de grèves » ; en politique, ils n'ont point d'autre nom que celui de traîtres. En dépit de ses explications, Moscou naturellement continuait à se consolider au Caucase et à réaliser sa politique de centralisation. Sentant la déloyauté de Moscou, les communistes azerbaïdjanais s'organisèrent et commencèrent une lutte très active contre sa politique.

Accusés de tendances nationalistes, ils furent exclus du parti communiste et peu après condamnés à la déportation. Ces mesures répressives, nos lecteurs ne l'ignorent point, prirent une forme scandaleuse ; elles entraînèrent la dissolution du parti communiste d'Azerbaïdjan. Les communistes turks furent remplacés par des communistes russes et le pouvoir à Bakou fut remis à ces derniers.

Entre temps Moscou adressait des instructions toutes spéciales à Tiflis ; ces instructions changeaient complètement la construction de la Confédération de Transcaucasie. Selon les termes de la Constitution de 1923, la Confédération de Transcaucasie se présente sous la forme d'une unité souveraine ; elle établit son propre régime et entre dans le cadre de l'U.R.S.S. de son plein gré. A n'importe quel moment de son existence la Confédération de Transcaucasie peut se séparer de l'Union et se rendre indépendante. Les dernières instructions cependant laissent voir au monde que ces dispositions sont lettre morte. En ce moment et par son dernier acte unilatéral, Moscou supprime sa constitution et soumet à son bon vouloir les républiques de Transcaucasie qui deviennent, de ce fait, de simples provinces russes.

Moscou explique ce changement de politique par les nécessités de la nouvelle politique économique et aussi pour mieux assurer le succès du développement de l'industrie en Transcaucasie. Pour la réalisation du système des exploitations agricoles collectives, le territoire de l'Union soviétique dans son entier, nécessite l'application de mesures agraires identiques et c'est pourquoi elles se concentrent toutes dans un seul et même organisme, le commissariat de l'Agriculture. La Constitution de 1923 laissait dans les mains de Moscou les organes de la politique étrangère, de la guerre, des chemins de fer, des postes et télégraphes, des finances, du commerce extérieur et intérieur, du travail et du Guépéou. Il ne reste plus de nos jours à la disposition des républiques autonomes que le commis-

sariat de l'Instruction publique; toutefois, de nouvelles instructions ont irrégulièrement restreint les prérogatives administratives dont jouissaient les républiques de Transcaucasie; la suppression de certains organes devenus un anachronisme du fait que ces républiques ont perdu de leur physionomie autonome. Des instructions nouvelles prescrivent notamment au parti communiste de Transcaucasie de s'abstenir dans la propagation de l'idée de confédération, insistant sur le fait que le marxisme, autrement dit le communisme orthodoxal, ne reconnaît d'autre système que la centralisation.

Jusqu'à présent Moscou reconnaissait en apparence et dans un but de propagande l'indépendance des peuples, mais aujourd'hui, sous le couvert d'une nécessité économique, il rejette cette idée. Ce n'est là évidemment qu'un prétexte. L'agriculture aussi bien que l'industrie peuvent fort bien se développer et progresser dans un système de confédération; ce revirement dans les plans de Moscou est le résultat d'un changement de politique. La confédération de Transcaucasie n'est en aucune façon économiquement liée à Moscou. Pour tout homme politique il est clair que la Transcaucasie constitue par elle-même une unité économique. De par son relief la Transcaucasie avec sa haute chaîne de montagnes est séparée de la Russie, si bien que l'échange économique de marchandises avec l'Europe par la Mer Noire est beaucoup plus facile et beaucoup plus rapide que par la voie de Moscou. La pression exercée par Moscou sur la Transcaucasie et le recours à des mesures agressives contre cette dernière ne peuvent pas être désignés autrement que sous le nom d'*impérialisme*, chose difficile à dissimuler.

M. SUBIK-TEKIN.

EN CRIMÉE

Au mois de janvier dernier, à l'une des réunions du club *Prométhée*, à Varsovie, l'ancien chef du gouvernement national de Crimée, lequel actuellement se trouve à la tête du mouvement national-libérateur de Crimée, Djafer bey Seïdamet, a fait une intéressante communication sur l'histoire de la Crimée et sur la situation actuelle du pouvoir soviétique. L'histoire de la Crimée, dit Djafer bey Seïdamet, est liée, depuis les temps les plus reculés, avec l'histoire même des peuples turks. Les Turks hunniques, les Avars, les Ouïgours au troisième siècle, les Turks khazares au huitième, les Petchenègues au neuvième, les Kroumanes au dixième, tous ont été en Crimée; les uns après les autres, ils ont converti ce pays en foyer de peuples turks.

Par la suite, le pouvoir de la Horde d'Or s'établit en Crimée. C'est l'une des époques les plus riches en éléments de vie culturelle de Crimée. Ce pays devient ainsi une sorte de pont à travers lequel passe une grande partie du commerce entre l'Occident et l'Orient.

Les témoignages des voyageurs arabes, tels que Ibn Batouta et ceux de Rubricus, ceux plus récents fournis par les recherches archéologiques des professeurs Ballod, Bachkirov, Borozdine, Hussein Bodaninski, etc., faites à Saraï et dans la capitale de l'ancienne Crimée, Salkhat, confirment

l'existence d'une haute culture à cette époque relativement éloignée. C'est ainsi que les fouilles archéologiques faites à Saraï en 1922 ont mis à jour des fragments d'objets en verre, en porcelaine, des ornements en or et en argent d'une grande valeur artistique. On peut constater également que la ville de Saraï était munie de tout un système de canalisation.

Des vestiges d'une culture tout aussi riche furent également mis à jour à Salkhat.

Après que Bereke-Khan et la population de la Horde d'Or, sur laquelle s'étendait son pouvoir, eurent pris la religion musulmane en 1225, la Crimée devint un centre pour les savants musulmans d'Arabie, d'Egypte, d'Iran, etc.

Le développement de la vie commerciale, la concentration de savants musulmans, ne pouvaient manquer de donner, évidemment, des résultats positifs, ce qui ne contribua pas moins à consolider l'organisation intérieure de la vie d'Etat de Crimée.

Lors de la chute de l'empire de la Horde d'Or, la Crimée sut conserver ses institutions d'Etat et se transformer en khanat indépendant avec des organes de justice et d'enseignement adéquats.

S'arrêtant sur la politique extérieure du khanat de Crimée, Djafer bey cite une lettre du khan Davlet Guirey au tsar de Moscou, Ivan le Terrible, empruntée à l'historien français Rambaud, dans son article « Les Tartares de Crimée » (Cf. *Le Recueil littéraire et politique* du 17-4-1875). Cette lettre reflète clairement l'attitude observée par le khan de Crimée sur la question de la conquête de Kazan et d'Astrakhan par le tsar de Moscou. Davlet Guirey n'exigeait rien moins que de rendre la liberté aux khanats de Kazan et d'Astrakhan, conviant le tsar de Moscou à une guerre ouverte et loyale.

Nous avons là un exemple assez rare dans l'histoire des Etats turks où l'on voit le chef de l'Etat menacer de guerre un autre Etat pour l'obliger à libérer des peuples de même race.

Et puis, la Crimée tombe à son tour sous le pouvoir de la Russie...

Djafer bey Seïdamet fait un rapprochement, entre la politique suivie par Catherine II et celle du pouvoir soviétique en Crimée. L'article 3 du traité de Kaïnardji garantissait l'indépendance de la Crimée. Le gouvernement russe ne tint aucun compte de cet article et perfidement annexa la Crimée. Ayant eu foi en la Russie, le dernier khan de Crimée, Chakhin Guirey, fut déporté en Russie par le gouvernement russe. Ce même gouvernement fut mêlé par la suite à l'assassinat du khan Chakhin Guirey, à Rhodes.

Le pouvoir soviétique promit à son tour à la Crimée, comme à tous les autres peuples non Russes soumis à la Russie, une complète indépendance. La jeunesse révolutionnaire allogène crut à la parole des dictateurs moscovites qui, poursuivant la traditionnelle politique des impérialistes russes, détruisit toute possibilité de développement national en Crimée. Ni les déportations dans les régions les plus éloignées de Sibérie, ni l'exil aux îles Solovki, pas plus que la terreur, que la tchéka, ou simplement que les assassinats qui font de la Crimée un pays exsangue, ne peuvent éteindre le feu sacré qui anime la population dans la lutte pour l'indépendance nationale.

« Libérer » la Crimée des Criméens, des autochtones, les turks de Crimée (les Tartares), a, de tout temps, été la politique des gouvernements russes. L'un des tsars des plus libéraux, Alexandre II, ne déclara-t-il point

un jour « qu'il fallait libérer ce pays (la Crimée) de son propre peuple, nuisible et malveillant ». Et nous savons quels furent les résultats de cette politique russe de libération de la Crimée : Plus de 500.000 Criméens authentiques furent obligés de s'expatrier...

De Catherine II à Alexandre II et jusqu'au pouvoir soviétique, la politique n'a pas changé; c'est toujours une politique d'étranglement de l'idéal national, c'est toujours la « libération » de la Crimée de ses propres habitants, les Criméens. La différence est dans la méthode employée et dans la technique, mais en réalité, le fond reste le même. C'est ce qui explique le développement incessant du mouvement national pour la libération de la Crimée.

Djafer bey Seïdamet croit fermement à l'avenir de son peuple. Il ne nous reste plus qu'à souhaiter plein succès à l'œuvre déjà commencée de libération de la Crimée, et nous, sommes convaincus que les efforts réunis de tous les peuples qui se sont dressés contre l'impérialisme moscovite dans la lutte pour l'indépendance, apporteront à la Crimée sa libération nationale.

M.

CHRONIQUE

AZERBAÏDJAN

L'activité des partisans

Les informations que nous avons déjà publiées en ce qui concerne le renforcement de l'activité des partisans parmi les paysans azerbaïdjanais se confirment de toutes parts. Un communiqué du journal *Börsen Kurier* annonce qu'au cours des opérations de collectivisation dans les villages d'Azerbaïdjan, les paysans armés ont livré bataille aux troupes rouges au bac de Karasakas sur la Koura. Le chef de la milice du district, Kouchan, passa du côté des insurgés avec une partie de ses miliciens. Le détachement de paysans insurgés, auquel venaient se joindre de nouveaux partisans, atteignit bientôt 8.000 hommes; il était largement muni de munitions, de fusils et de mitrailleuses.

Le correspondant des *Dni* de Tabriz (Perse) annonce de son côté l'activité d'un important détachement d'insurgés en Azerbaïdjan. Ce groupe d'insurgés qui porte le nom de « Leng-Teïmour » autrement dit de « Tamerlan », appliquent, au cours de leur offensive, les méthodes communistes. Au moment de l'attaque des coopératives et autres institutions soviétiques, ils déploient des drapeaux sur lesquels sont inscrits des devises toutes d'actualité, comme par exemple : « Noter plan quinquennal, c'est l'extermination des communistes. Nous exécuterons ce plan de cinq ans en deux mois ! »

Fait digne de remarque, écrit le correspondant, alors que les insurgés ont pleine possibilité de franchir l'Araxe qui sert de frontière entre l'U.R.S.S. et la Perse sans en être autrement inquiétés, ils préfèrent rester et continuer la lutte. Bien mieux, ceux qui étaient passés en Perse rentrent en Azerbaïdjan pour prendre part à la lutte.

Une déclaration de Guikals

Le secrétaire du parti communiste d'Azerbaïdjan, Guikals signale les actes de terreur dont sont victimes les dirigeants ruraux du parti communiste de la

part des « koulaks » des villages d'Azerbaïdjan. Nombreux sont les communistes occupants de hauts postes; les Présidents des organisations communistes qui ont été tués. D'après le témoignage de ce même Guikals, en l'espace d'un mois, dans le seul district du Karabagh, vingt et un communistes ont été tués.

Non moins nombreux sont les incendies dus à la malveillance qui détruisent les greniers publics et autres bâtiments des collectives et les actes qui marquent l'extermination du bétail.

Incendie de bâtiments publics et attaques à main armée

Un communiqué de l'organe *Odlu Yourt* signale la destruction par le feu, en Azerbaïdjan d'un immense magasin à blé d'Etat. Ce bâtiment qui contenait 3.000 pouds de blé, 5.000 pouds d'orge, des réserves d'autres grains et des machines agricoles, a été entièrement consumé. L'arrestation d'une dizaine de personnes soupçonnées d'avoir mis le feu audit magasin à blé ont été arrêtés.

Ce même organe signale que dans la région de Vedai, un groupe de paysans armés a attaqué des agents soviétiques en automobile. Parmi les morts on compte le Président de l'Association azerbaïdjanienne des Unions professionnelles.

D'autre part, un groupe de cent cinquante partisans a attaqué le bourg d'Akdach; ayant tué les communistes, les partisans se frayèrent un chemin à travers l'armée rouge et gagnèrent la montagne; à la tête de ce groupe est un certain Mehmet Kérim bey.

D'après de récentes informations, l'arrivée en Perse de nombreux réfugiés d'Azerbaïdjan est signalée. Les gens fuient un régime qu'ils ne peuvent plus supporter. L'on signale que sous la pression du gouvernement des Soviets, les autorités persanes ont livré aux bolcheviks quelques-uns de ces malheureux réfugiés.

Les arrestations en masse dans tout l'Azerbaïdjan continuent. Le journal *Odlu Yourt* donne une liste des personnes arrêtées.

Charlatanerie littéraire

La presse parisienne a signalé l'apparition d'un nouveau livre publié en Allemagne et en allemand, intitulé : « Sang et naphte en Orient ». Ce livre, au titre si captivant, aurait été écrit par un certain Mehmet Assad bey, tatare d'Azerbaïdjan, fils d'un industriel en naphte, millionnaire de Bakou. La qualité de l'auteur, qui se dit azerbaïdjanien, devait rendre ce livre d'autant plus intéressant qu'il relate des faits sensationnels qu'il impute à ses propres concitoyens.

Or les Azerbaïdjanais déclarent qu'ils ignorent ce richissime industriel en naphte de Bakou qui a pu donner le jour à un homme si doué. Dès lors une enquête s'imposait. Et l'on a appris que le dit Mehmet Assad bey n'est autre que certain Leo Nussenbaum, israélite de Kiev, jeune aventurier qui, s'étant donné pour azerbaïdjanien, a écrit un livre de boulevard, de 300 pages. En sa qualité de « véritable » oriental, le pseudo Assad bey a imaginé toute une série de choses invraisemblables qui constituent autant d'anecdotes dont abonde son livre.

Le représentant de la colonie azerbaïdjanienne de Berlin, M. Hilal Munchi bey ayant découvert la supercherie de l'auteur, a su attirer l'attention du grand public berlinois sur ce fait révoltant. La presse allemande n'a pas manqué de publier aussitôt les explications et démentis d'organisations et groupements, non seulement des Azerbaïdjanais et autres peuples orientaux, mais encore les articles de publicistes et d'orientalistes locaux.

Le naphte

Le journal *Le Communiste*, n° 163, communique que pendant trois mois 5.450.000 tonnes de naphte ont été expédiées par la Mer Caspienne en Russie Centrale.

La population de l'Azerbaïdjan

D'après les renseignements fournis par la *Zaria Vostoka*, n° 184, la population turke de l'Azerbaïdjan constitue les 76,7 % de toute la population. Dans les villes, le pourcentage de la partie turke de la population atteint une moyenne de 85,9 %. Dans les établissements de l'Etat, le pourcentage des employés turks est de 56,6 %.

Une conférence sur le « Pantouranisme et le Caucase »

Lundi 24 mars, M. Mamed Emin bey Rassoul Zadé a fait une conférence en langue russe, sur la question : « Le Pantouranisme et le Caucase ». Cette conférence avait été organisée par la Délégation d'Azerbaïdjan à Paris, dans les salons du Café Voltaire. M. Rassoul Zadé, ancien Président de l'Assemblée Nationale d'Azerbaïdjan, homme politique éminent, publiciste et écrivain bien connu, était la personne la plus compétente et la mieux qualifiée pour traiter la thèse sur le pantouranisme. Cette thèse a récemment suscité beaucoup de bruit, notamment dans l'organe de M. Kérenski, les « Dni », à la suite de la parution d'une brochure en russe de M. Zarevând, intitulée « La Turquie et le Pantouranisme ». C'est pourquoi, presque tous les invités — hommes politiques et représentants des Républiques du Caucase, de l'Ukraine et du Turkestan, environ quatre-vingt personnes — ont tenu à assister à cette conférence et ont suivi avec un vif intérêt les thèses développées par l'orateur.

Dans son exposé, fort bien documenté, M. Rassoul Zadé s'arrête d'abord sur la brochure de M. Zarevand, soulignant les différents endroits où se trouvent des allégations absolument erronées; il démentit catégoriquement ces allégations, notamment en ce qui concerne une prétendue réunion secrète qui aurait eu lieu avant la guerre à Sivas, entre les représentants turcs et azerbaïdjanis (parmi ces derniers, M. Rassoul Zadé lui-même), une convention entre le commandement turc et le ministre de la Guerre d'Azerbaïdjan, etc. M. Rassoul Zadé démontra également que plusieurs citations faites par M. Zarevand, étant incomplètes, changent du tout au tout les idées que leurs auteurs ont voulu exprimer, telle par exemple, la citation de Zia Hek Alp qui, dans la brochure de M. Zarevand, a un caractère nettement politique, alors que si l'on complète de quelques lignes encore cette citation, le caractère absolument politique de cette idée apparaît aussitôt.

En se basant sur les arguments de plusieurs auteurs et théoriciens de l'idée du pantouranisme, M. Rassoul Zadé a exposé en détail l'aspect véritable de cette question et, ayant fait une parallèle entre le pantouranisme d'une part, et le pangermanisme et le panslavisme d'autre part, il a constaté le manque absolu dans le pantouranisme de tout impérialisme conquérant; il a démontré enfin le caractère purement démocratique et culturel de ce mouvement. Il a fait remarquer que si dans l'Occident bien organisé au point de vue du capital, les luttes, les révolutions ont des conséquences sociales, en Orient, les révolutions ont surtout un caractère national, qu'elles provoquent des mouvements nationalistes, dans le but d'affranchir et de démocratiser les peuples.

En terminant, Rassoul Zadé a rappelé que ces derniers temps, on évoque fréquemment la question du pantouranisme dans un but purement politique. Les gens qui ont intérêt à créer des dissensions entre les peuples de l'ancien empire Russe luttant pour leur indépendance, veulent laisser entendre qu'il existe une ombre de pantouranisme susceptible de détruire dans sa marche envahissante tous les peuples non turcs. En réalité, ce danger est purement imaginaire et ceux-là même qui le décrivent, sachant fort bien qu'il n'existe pas, ne manquent point de s'en servir pour atteindre leurs buts politiques. C'est pourquoi M. Rassoul Zadé a fait appel aux peuples du Caucase et à tous ceux qui luttent pour leur indépendance, leur demandant de s'unir encore davantage afin de poursuivre leur lutte pour la liberté nationale jusqu'au succès final.

UKRAINE

L'Union pour la libération de l'Ukraine

« L'Union pour la libération de l'Ukraine » est déjà traduite devant le tribunal suprême de l'Ukraine Soviétique. Devant le tribunal sont déférées quarante-cinq personnes, membres de ladite Union, accusées de vouloir renverser le pouvoir des Soviets en Ukraine, de fomenter la séparation de cette dernière d'avec Moscou et de préparer l'institution d'une république ukrainienne démocratique et indépendante. Voici les noms de quelques inculpés: les Académiciens Efremov, Tchékhivsky, Nikovsky, les professeurs Hermayse, Tcherniakhivsky, Gontziv; les étudiants Pavlenko, Matouchevsky, etc.

Les accusés sont jugés par le tribunal suprême de la République Soviétique Ukrainienne à Kharkiv et les débats sont dirigés par le Commissaire de la Justice de la R. S. S. Ukrainienne. Les juges sont spécialement choisis pour le procès. Le Parquet est représenté par le Vice-Commissaire de la Justice (qui est en même temps le substitut du procureur général de l'Ukraine) et par le substitut du procureur général du tribunal suprême. (*Proletarska Pravda* de Kiev N. N. 47, 48, et *Le Communiste de Kharkiv* N. 55).

Les paysans ukrainiens traversent en masse la frontière polonaise

L'effervescence paysanne a gagné toute la région ukrainienne et blanc-russienne limitrophe de la Pologne et les bolcheviks prennent des mesures barbares vis-à-vis des rebelles. Pour mettre la main sur les plus actifs, les bolcheviks ont recours à la provocation. Ainsi, dans un village, un agent provocateur, se donnant comme membre d'une organisation antisoviétique, fit son apparition invitant la population à un soulèvement contre les bolcheviks et distribuant des armes. Les armes furent à peine distribuées que le Guépéou arrêta tous les paysans qui avaient accepté les munitions de l'agent provocateur. Sur les quatre-vingt-quatorze paysans arrêtés, vingt furent immédiatement fusillés, les autres furent déportés à Solovki. En outre, soixante-neuf familles paysannes prirent le chemin de la Sibérie. La population, terrorisée, abandonne ses biens et se précipite vers la frontière polonaise où de véritables batailles ont lieu avec les gardes bolcheviks. Mais malgré tout, des milliers de paysans atteignent le territoire polonais, où ils sont secourus par les habitants. (*Express Porany*).

Le même *Express Porany* pose la question suivante: Pendant combien de temps encore l'Europe, où l'agriculture est une des bases de richesse et d'ordre; va-t-elle envisager froidement l'expérience sauvage de Moscou? Il serait urgent de donner une réponse à cette question!

GEORGIE

La résistance des paysans en Géorgie

D'après les réfugiés géorgiens dernièrement arrivés sur le territoire ture, la collectivisation d'économie rurale se heurte à une résistance résolue des paysans. Habitée depuis des siècles à la propriété privée, la population ne comprend rien à la collectivisation, née en Russie et issue d'une particularité économique spécifiquement russe; elle la considère comme une spoliation et préfère mettre plutôt le feu à ses biens. L'agitation s'étend et s'intensifie. Les crimes politiques, les actes terroristes, les incendies de maisons et d'exploitations agricoles se succèdent, entraînant de multiples exécutions capitales, individuelles et collectives, et différentes mesures répressives rigoureuses. Dans de nombreux villages, les paysans quittent leurs foyers, forment des bandes armées et s'enfuient dans les montagnes pour mieux diriger la lutte à outrance contre les spoliateurs; les autres s'efforcent de se frayer un chemin vers la frontière turque.

 Le Gérant : P. GIRAULT

 Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Eglise

Librairie Orientale et Américaine

Fondée en 1835

COMMISSION

EXPORTATION

JEAN MAISONNEUVE * *

MAISONNEUVE Frères, Successeurs

Libraires-Éditeurs

13, Rue du Sabot, PARIS (6^e) France

R. G. Seine 214.190 B. — Compte Chèques Postaux 423-73, Paris

Ouvrages relatifs à la Linguistique, l'Archéologie, l'Histoire, l'Etnographie, etc.
de l'Europe, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie

Grammaires, Dictionnaires, Chrestomathies

et Guides de conversation en toutes langues

Les littératures populaires de toutes les Nations, traditions, légendes,
superstitions, contes, chansons, etc.

Bibliothèque orientale — Bibliothèque linguistique américaine
Bibliothèque ethnographique, etc.

BIBLIOGRAPHIE — THÉOLOGIE

Revue de linguistique et de Philologie Comparée, fondée en 1868
Revue l'Etnographie

Grand choix de livres rares et curieux, Reliures anciennes, Livres à figures

CATALOGUE ENVOYÉ SUR DEMANDE

ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES

“ LE TRIDENT ”

Première Revue hebdomadaire Ukrainienne en France
fondée en 1925 à Paris

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

42, Rue Denfert-Rochereau, PARIS V^{me}

Adresse postale : **Le Trident** ;

Boîte postale : **15**, PARIS (13^e) ; Chèque postal : **Paris 898.50**

Prix de l'abonnement en France :

Un an : **80** fr. — Six mois : **40** fr. — Trois mois : **20** fr.

Un mois : **8** fr. — Au Numéro : **2** fr.

Librairie “ LE TRIDENT ”

Grand choix de livres sur l'Ukraine, en langues ukrainienne et française. Cartes postales, portraits, dictionnaires. Toutes les éditions ukrainiennes de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, du Canada, du Brésil, des États-Unis, d'Allemagne, de Mandchourie, etc...

E5114E
1930